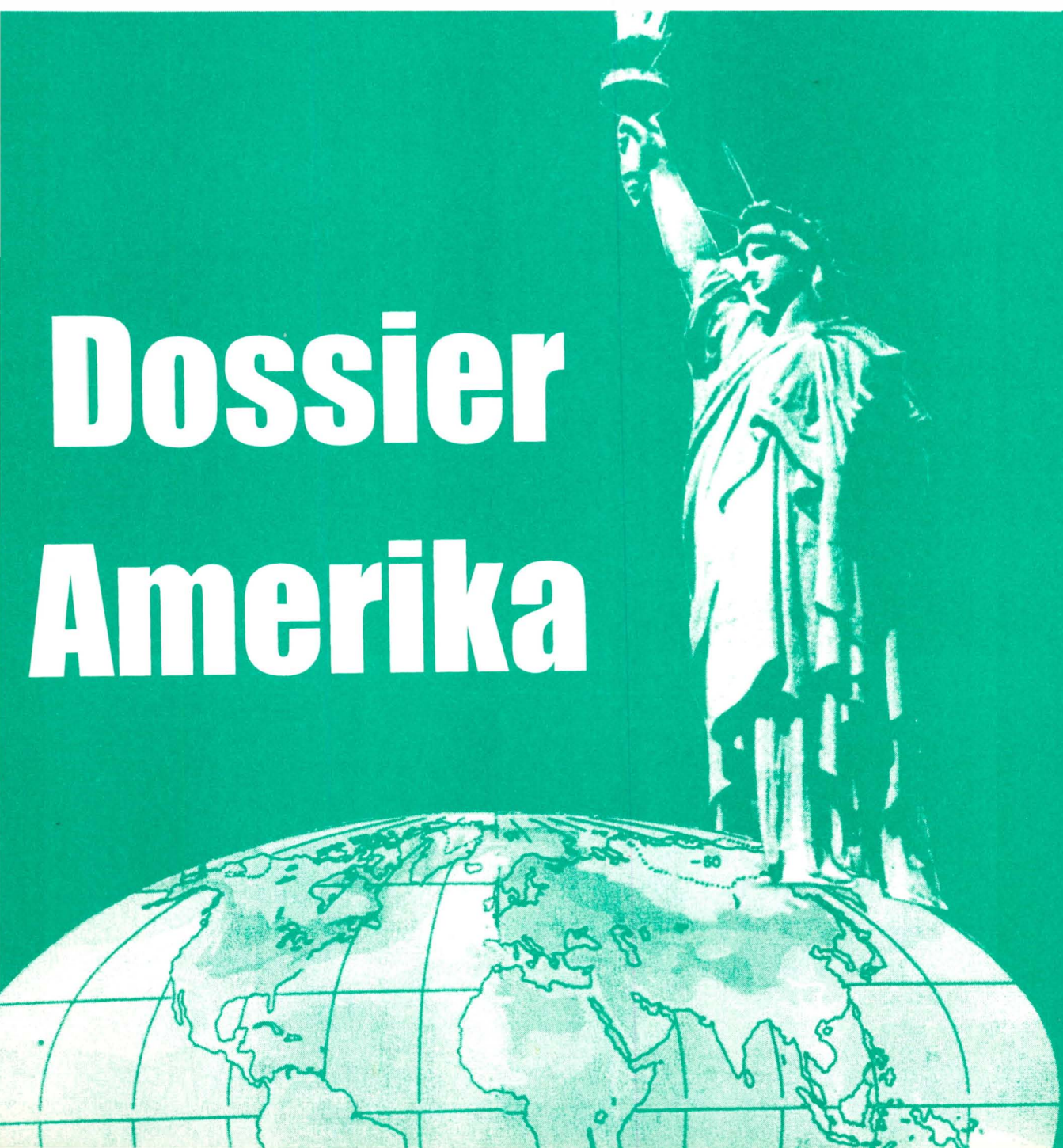


Cité

N° 33 - 40 F

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

Dossier Amerika



SOMMAIRE

N°33 - 1^{er} trimestre 2000 - ISSN 0756-3205 - Com. paritaire N°64853

■ Editorial

DOSSIER « Amerika »

■ Nés pour courir

par François Verrazzane.....5

■ Coalitions interchangeables ou rouages démocratiques ?

Les partis politiques américains à la fin du XX^e siècle

par Christian Pihet.....11

■ Seattle : la mondialisation contestée

par Xavier Denis-Judicis.....27

■ La politique étrangère américaine

par Yves Lamarck.....33

■ Les Pères fondateurs et les constantes de l'idéologie américaine

par Michel Bugnon-Mordant.....45

■ Deux regards français sur les États-Unis

par Bertrand Renouvin.....55

MAGAZINE

■ Au Bon Leurre - Note conjointe sur Monsieur Sartre

par Criton des Alpes.....67

Directeur de la publication : Yvan Aumont

Rédaction : Luc de Goustine

Imprimé par nos soins, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

Ont participé à ce numéro : Michel Bugnon-Mordant, Xavier Denis-Judicis,

Luc de Goustine, Yves Lamarck, Christian Pihet, Bertrand Renouvin, François Verrazzane.

Réalisation technique : Yvan Aumont, Luc de Goustine, Alain-Paul Nicolas.

Cité

sur Internet à <http://altern.org/revuecite>

Le Bulletin d'abonnement est en page 2

Comment nous aider ?

- En vous abonnant - si ce n'était déjà fait - ou en vous réabonnant sans tarder si votre abonnement est arrivé à échéance (en ce cas, vous trouverez un avis inséré dans ce numéro).
- En achetant un ou plusieurs exemplaires supplémentaires (au prix spécial de 28 F) pour faire connaître *Cité* à vos amis.
- En nous communiquant les noms et adresses de personnes auxquelles nous pourrions envoyer un prospectus de présentation.
- En faisant connaître *Cité* à la bibliothèque de votre ville et en l'incitant à s'y abonner.

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE COMMANDE

à retourner à « Cité », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
règlement à l'ordre de « Cité », CCP 23 982 63 N Paris

NOM/Prénom :

Adresse :

Code postal/Ville :

■ **souscrit un abonnement**

- ☐ Un an (4 numéros) Normal : 140 F
- ☐ Un an (4 numéros) Double
(2 ex. à chaque parution) : 230 F
- ☐ Un an (4 numéros) Soutien : 250 F
- ☐ Un an (4 numéros) Tarif pour l'étranger : 160 F
- ☐ Deux ans (8 numéros) Normal : 250 F

■ **commande les numéros** suivants (35 F le numéro jusqu'au
numéro 27 et 40 F à partir du numéro 28) :

.....

Éditorial

Rendons son bien à Kafka. La première longue phrase de son *Amerika* en présente le héros, Karl Rossmann, sur le paquebot entrant au port de New York. Trois notations : ce garçon de seize ans, chassé d'Europe par ses parents, «a séduit la bonne et lui a fait un enfant» ; le navire ralentit tandis que la «déesse de la Liberté» s'illumine au soleil ; enfin – mirage ou lapsus – la statue ne brandit pas un flambeau, mais un glaive.

Toute l'Amérique des «*Pilgrim Fathers*» est là, échappée aux ténèbres d'un vieux monde scandaleux pour en fonder un neuf, paradisiaque ; hélas, l'idole Liberté, de loin lumineuse, se révèle de près guerrière et castratrice.

L'épisode qui suit n'est pas moins parlant : sur le pont après l'accostage du navire, Karl voit qu'il a oublié son parapluie et prie un compagnon de monter la garde auprès de sa valise ; il redescend dans les entrailles du bateau, et là, désorienté, échoue dans la cabine d'un chauffeur mécanicien qui l'accapare et le détourne de ses intentions.

Karl débarquera en Amérique sans bagages et sans parapluie, comme les immigrants en esprit qui tentent d'aborder ce Nouveau monde pour mieux le connaître ; ils s'aperçoivent qu'il récuse d'avance leurs références et leurs critères, alors même qu'il prétend étendre les siens à la planète.

Il est piquant de voir ce «Dossier» s'ouvrir par le témoignage de François Verrazzane à qui quelques observations suffisent pour dévoiler jusqu'à l'intimité de la vie américaine. Brève vérification par la cinéphilie la plus accessible : «Nés pour courir» illustre le thème héroïque, voire héraldique, de l'extraordinaire «*running movie*» *Forest Gump*. Quant au «New Jersey Turnpike» que Verrazzane décrit comme une «terre promise» par sa vacuité ouverte à la multiple identité américaine, n'est-ce pas justement sur ses remblais que se font recracher les intrus, après s'être glissés *Dans la peau de John Malkovitch* ? Il faut bien que cette friche ait valeur de gouffre initiatique pour se prêter à de telles convergences. Or voilà que l'auteur a signé du nom même attribué aux Verrazzano Narrows qui ferment l'entrée de New York - en l'honneur d'un navigateur italien qui longea les côtes américaines pour le roi de France !

A l'instar de cette première génération de découvreurs, notre enquête fait d'abord le point sur des réalités américaines actuelles. Sous l'aspect politique intérieur qui mobilisera jusqu'au 7 novembre prochain l'attention du monde - les élections présidentielles - Christian Pihet décrit l'état des partis traditionnels, du mode de participation des citoyens et des changements de fond intervenus dans la vie civique des Etats-Unis. Vidés de leur substance, les partis sont réduits au rôle de machine électorale au service des «grands candidats» promus par les *lobbies*. Le débat politique réel trouve refuge ailleurs, au sein des églises, des associations caritatives sociales, et dans le

foisonnement des particularismes communautaires. La plus grande démocratie du monde se nécrose lentement de l'intérieur.

Cependant, son étrave laboure plus que jamais les eaux internationales. Xavier Denis-Judicis montre comment sa suprématie, alliée à celle de ses partenaires européens, s'est heurtée à Seattle à une première contestation. L'Europe complaisante n'a eu que des mouvements d'humeur, mais le Sud du Tiers-monde finira bien par s'organiser pour répondre non à l'ordre imposé qui lui barre la route.

Un examen global de la politique étrangère américaine par Yves Lamarck prend de la hauteur pour décrire à la fois ses tensions contradictoires et les constantes d'une «république impériale» qui ne veut pas dire son nom. L'idée d'unipolarité, qui est le «milieu naturel» des États-Unis, pose aux nations un curieux dilemme : demeurer leur vassal obligé ou devenir à leurs yeux, en s'opposant, une sorte de «*rogue state*», un état «malfrat».

C'est ici que l'observation «en sympathie» trouve ses nécessaires limites. Quand il prétend à l'universel, un univers mental et spirituel si particulier mérite qu'on l'interroge à fond, quitte à le soumettre vigoureusement à la question. C'est l'entreprise de Michel Bugnon-Mordant, remontant à travers les Pères fondateurs, de Washington à Monroe, à la source de l'«idéologie américaine» : une étrange doctrine parareligieuse et commerciale inspire sa mission à cette secte calviniste de race anglo-saxonne. La preuve qu'une critique si radicale n'est pas le simple fruit d'un fantasme antiaméricain est aussitôt fournie par l'analyse croisée que fait Bertrand Renouvin des écrits du philosophe André Dorémus et de l'historien Pierre Nora dans les années 60 : les repères spatio-temporels de l'Amérique ne sont pas les nôtres parce qu'ils se sont bâtis contre le monde ancien et le renvoient dans un passé mythique ; les États-Unis ne vivent ni la même, ni dans la même histoire ; leur «tout ou rien» ne laisse au monde entier qu'un rôle épigonal et les propulse, coupés du passé religieux, à la conquête activiste d'une transcendance horizontale. «Nés pour courir» après l'inachèvement de leur propre histoire. La seule qui compte.

Ce *Cité* reflète donc assez bien la double découverte du continent. D'abord, les marins en ont abordé les limites comme une «rive opposée», un écho de nous-mêmes à l'Occident, la face cachée des Indes orientales. Puis, il fallut conclure au monde radicalement nouveau, séparé du connu par un océan neuf, le Pacifique. Avant même que la circumnavigation de Magellan en ait fourni la preuve¹, s'imposa l'intuition du navigateur florentin Amerigo Vespucci dont un obscur typographe des Vosges osa imprimer le nom sur une carte : America².

Aurons-nous jamais fait le tour de l'Amérique ?

■ 1. Fernão de Magalhães, dit Magellan, Portugais naviguant pour le roi d'Espagne en 1519-1521.

■ 2. Le typographe de Saint-Dié, Martin Waldseemüller, imagine, dans la préface de la *Cosmographiae Introductio*, en 1507, de donner au nouveau continent le nom d'America. Amerigo Vespucci devint par la suite l'un des plus célèbres *pilotos mayores* engagés par la *Casa de contratación de las Indias*, compagnie de navigation fondée en 1503 sur le modèle de la *Casa da Guiné* portugaise, à Séville.

Luc de Goustine

Nés pour courir

François Verrazzano

vint depuis plusieurs années aux
Etats-Unis.

Pour se rendre en voiture de Washington à New York, on peut emprunter pendant 2 heures 30 environ une autoroute dénommée «New Jersey Turnpike». C'est par ici que devrait commencer tout voyage d'initiation à l'Amérique contemporaine. Pour quelques dollars de péage, un cours magistral sur le Nouveau Monde au XXI^e siècle vous est offert.

Loin du clinquant de Manhattan et de Hollywood, le New Jersey Turnpike étale sa banalité sur plusieurs centaines de kilomètres. La répétition à l'identique du paysage naturel et humain impressionne. Les mêmes arbres, les mêmes villes, les mêmes aménagements de l'espace. Pour rompre l'ennui et reprendre quelques forces, une halte sur une aire de repos s'impose. Bientôt, la rencontre avec le peuple américain des banlieues de la côte Est : Mexicains, Colombiens, Chinois, Indiens, Philippins, réunis pour communier dans le culte du hamburger. Heureux d'être là, heureux d'avoir échappé au destin misérable du pays d'origine, heureux d'emmener la famille dans la Chevrolet achetée à crédit, heureux de voir les *kids* s'époumoner en anglais devant les jeux vidéos, heureux de ramener les *sodas* pour tout le monde, heureux de retrouver bientôt la maison et la tondeuse à gazon acquises, elles aussi, grâce à la générosité intéressée de la banque. Ce bonheur consumériste dessine le signe distinctif de leur américanité. Je consomme, je suis heureux, je suis Américain. A leurs yeux, trois propositions identiques. Pour les damnés de la terre, le rêve américain, c'est la poursuite du bonheur... en direction des restoroutes.

En France, une sorte de consensus national veut que les restaurants d'autoroute donnent dans le joli, qu'ils adoptent un «aspect terroir» propre à faire oublier leur vocation autoroutière, bref, on souhaite qu'ils tendent à être reconnus pour des restaurants comme les autres. Ce n'est pas ce raisonnement qui est tenu sur le New Jersey Turnpike, ni sur aucune autre *interstate*¹ aux États-Unis. Là, on dirait au contraire que les établissements se font concurrence pour paraître le plus neutre, le plus insignifiant possible, et atteindre ainsi l'essence parfaite de la restauration rapide réduite à sa plus simple expression. Dès lors, c'est à celui qui projettera les lumières les

■ 1. Axe autoroutier traversant
plusieurs États.

plus blafardes et arborera la décoration la plus sordide, avec une prédilection pour le style «hôpital».

Mais, aux yeux des immigrants de fraîche date comme à ceux des arrière-petits-fils des passagers du «Mayflower», les sous-McDo du Turnpike ressemblent à la terre promise. Le dénuement des lieux n'autorise en effet l'exaltation d'aucune communauté particulière. Le vide des signes et des symboles met tous les groupes sur un même pied d'égalité. Cette absence de décor possède également l'heureux avantage de mettre en valeur les produits dont l'impact publicitaire, à défaut de qualités gastronomiques, constitue l'un des ciments de cette nation de consommateurs cosmopolites : *cheeseburger, tomato ketchup et coca cola*.

Près de l'embouchure de l'Hudson, pour prendre la direction de Manhattan, il faut quitter l'autoroute aux abords de Newark (New Jersey). On entreprend alors la traversée d'un univers de désolation. L'espace, immense, a été abandonné aux industries polluantes de toutes sortes. L'air inhalé irrite la gorge, le bas du ciel est brun. Au milieu de ce cloaque survivent des agglomérations recouvertes de poussières dont les rares piétons ressemblent de loin à des spectres. Encore quelques kilomètres et sur l'autre rive du fleuve surgit à l'horizon la crête du *skyline*² new-yorkais. Là-bas, dans les nuées inlassablement balayées par les vents marins, vivent les élus, les choyés de la Providence. Les mal-aimés du destin, les vaincus de la lutte pour la vie croupissent, eux, dans cette partie du New Jersey noyée dans les fumées des raffineries.

Implacable effet du «*zoning*». Le *zoning* c'est la manière américaine d'aménager le territoire qui peut se résumer en une phrase : chaque chose à sa place et surtout pas de mélange. Dans les villes, il y a les *financial districts* (quartiers d'affaires) et les *residential districts*. Dans les *residential districts*, il y a les zones commerciales et les quartiers d'habitation. L'effet de concentration associé au gigantisme américain - produit d'un espace presque sans limites - offre des résultats surprenants. Des zones pavillonnaires démesurées et dépourvues de centre prolifèrent entre des *malls* (centres commerciaux géants) dédiés à la consommation tous azimuts. Cette conception de l'aménagement de l'espace entraîne deux conséquences majeures. D'une part, à l'intérieur d'une zone, la répétition du même, l'uniformité, est la règle et, d'autre part, entre deux zones différentes, la rupture est brutale et aucune solution de continuité ni transition n'existe. L'inattendu, l'astucieux, l'original, le divertissant, sont absents du paysage. Le convivial, la mixité, l'harmonie des contrastes n'y ont pas non plus leur place. La rationalisation de certains moyens et services (voirie, voies de communications, distribution de l'énergie) est évidemment largement gagnante dans cette organisation de la cité. Mais où est l'âme ? Où sont le rêve et la poésie ?

■ 1. Ligne d'horizon formée par des gratte-ciels.

Le *zoning* cependant ne façonne pas seulement le paysage, il se déploie aussi dans les têtes. «Les Américains ont un fonctionnement tribal», m'avait confié un jour cet autochtone qui avait pris assez de recul grâce à ses attaches européennes. Je le crois. Si vous ne possédez pas les signes distinctifs du groupe, quel qu'il soit, vous êtes un *outsider*, vous êtes en dehors. Montrer que vous appartenez à la communauté (des professeurs, des banquiers, des anciens élèves de Yale ou de Harvard...), alors vous êtes un *insider*, un initié digne de fréquenter les autres membres. L'Amérique est ainsi cloisonnée en communautés de toutes sortes et les *success stories* ne sont jamais celles d'hommes ou de femmes qui se sont faits tout seuls. Les réussites personnelles sont celles d'individus, doués certes d'un certain génie propre, mais ayant avant tout été reconnus par un groupe, puis promotionnés par lui.

Les communautés de l'Amérique constituent en quelque sorte l'antidote spontané et naturel à l'individualisme, qui est la valeur suprême de la société. Pour se convaincre de la place centrale accordée à l'individu, relisons le début du *Préambule à la Déclaration d'Indépendance* de 1776 : «Nous tenons pour allant de soi, pour évidentes, les vérités suivantes. Tous les hommes ont été créés égaux, leur Créateur les a investis de certains droits inaliénables ; parmi ceux-ci se trouvent la vie, la liberté et la poursuite du bonheur. Les gouvernements ont été institués pour garantir ces droits...».

Le jour de la création des États-Unis, concurremment aux droits à la vie et à la liberté, il est reconnu au citoyen américain le droit à la recherche de son bien-être personnel. Le texte fondateur de la nation américaine accorde ainsi, sans autres précisions, une légitimité et une protection à la dynamique du désir de l'individu en tant que telle. Une des fonctions du gouvernement est donc de garantir à chaque citoyen la jouissance d'une quête insatiable du contentement de soi. Mais dans sa course infinie, le désir de l'individu ne peut que rencontrer des obstacles et des limites. Limites posées d'abord par les droits coexistants : le droit d'autrui à la vie et à la liberté. Enfin, obstacles innombrables posés par le droit d'autrui à exercer, lui aussi, la poursuite de son propre bonheur qui peut à l'occasion causer mon malheur.

La société qui reconnaît comme une de ses valeurs fondatrices la recherche du bonheur individuel est une société qui a vocation à exacerber le conflit entre ses membres et à développer un formidable arsenal de régulation et de répression. Ainsi des États-Unis, qui comptent près de 800.000 personnes exerçant la profession d'avocats et environ 1.800.000 détenus sur une population de 270 millions d'habitants.

Outre-Atlantique, la plupart des maisons individuelles sont entourées d'une vaste pelouse et les propriétés sont rarement délimitées par des murs ou des barrières. Les zones résidentielles donnent ainsi une sympathique impression d'ouverture et de liberté. Mais il ne faut pas s'y tromper. Les

habitants s'observent et tous veillent à ce que chacun respectent les codes et les règles qui maintiennent le bon standing du quartier. Si d'aventure un résident ne peut pas faire entendre raison à un voisin qui laisse pousser du gazon jusqu'à des hauteurs socialement et économiquement inacceptables, alors son avocat s'en chargera. Et il agira de même envers tous ceux, médecins, dentistes, banquiers, locataires, propriétaires, employeurs, employés, fournisseurs d'électricité ou de gaz etc. qui auront à un moment ou à un autre un tant soit peu obstrué son chemin vers le bien-être.

Pour la petite et la grande histoire, on notera aussi que deux jours avant l'adoption de la *Déclaration d'Indépendance* qui proclame dans son *Préambule* le droit de tous les hommes à poursuivre le bonheur, le Congrès des États-Unis en train de naître avait supprimé du texte un paragraphe proposé par Thomas Jefferson : celui qui condamnait la traite des Noirs.

Blues, jazz, gospel, soul, rhythm'n blues, disco, funk : pourvue d'une incroyable vitalité créatrice, la communauté noire américaine n'a jamais cessé dans le passé de produire des artistes dont le génie renouvelait, orientait, impulsait la musique populaire. Aujourd'hui encore, empruntant les voies de la *house music*, du *rap* et du *hip hop*, les Noirs américains viennent donner le la à l'ensemble de la planète. Certes, comme tous les courants connaissant un certain succès, ces musiques charrient beaucoup de déchets. Les œuvres majeures peuvent aussi se révéler difficiles d'accès car, à la première écoute, elles semblent n'utiliser que des procédés répétitifs et primaires. Mais, une fois passé ce contact initial et assimilées les règles du jeu, le chercheur d'or musical reconnaît de loin les précieuses pépites. Car le talent inventif fait merveille au cœur de certains morceaux tandis qu'un humour désabusé et grinçant court sur tous les textes, notamment dans le hip hop. Le public, noir mais aussi blanc, ne s'y est pas trompé qui a fait un triomphe à des artistes tels que Snoop Dogg, Notorious Big, Puff Daddy, Tupac, Foxy Brown, si bien qu'on a pu parler d'un «mouvement» hip hop avec son identité, ses rites, ses stars et ses martyrs (Tupac et Notoires Big ont été assassinés respectivement en 1996 et 1997).

Comme tous les plus beaux chants du peuple noir, le hip hop et le rap prennent racine dans le désespoir et la violence. Et non l'inverse. Sans le rap, la violence dans les ghettos prendrait des proportions encore plus inquiétantes et tendrait vers encore plus de sauvagerie. Grâce à lui, la colère, la rage, la pulsion de mort des jeunes noirs viennent en effet se prendre dans les filets du langage. Si le texte rap se présente comme un long récitatif bourré de mots, impossible à arrêter, semblant déborder de partout, c'est qu'il traduit en parole le torrent de frustrations endurées par une grande partie de la jeunesse des quartiers pauvres. Le chaudron brûle, le rap laisse s'échapper l'énergie avant que ça explose. Le hip hop opère la même fonction dans un genre plus esthétique et moins militant. Ses artistes savent

admirablement capter les fantasmes du pouvoir, de la richesse et de la séduction qui travaillent leur public. Dans leurs vidéos, défilent à n'en plus finir les top models, les voitures de luxe et les chaînes en or. Mais à force d'être tellement grossi et caricature, le désir de richesse et de jouissance est finalement tourné en dérision. La mode, le paraître deviennent alors un jeu dont le mouvement hip hop établit les règles. Chacun est invité à «jouer» au top model, au play-boy riche et macho : il suffit d'écouter du hip hop. Une part de la violence et de la révolte du ghetto s'évanouit ainsi dans la pose, l'exercice de style, la pure apparence, l'attitude détachée et ludique.

L'autre jour, Dieu se trouvait dans mon assiette ou c'était tout comme. Je prenais mon petit déjeuner dans un *coffee shop* et je jetais un coup d'œil sur la nappe en papier qui recouvrait ma table. Comme souvent, des messages publicitaires tapissaient la grande feuille disposée sous mes couverts. J'en avais lu de drôles et de moins drôles, de pétillants et de stupides. Cette fois, Bennies, le restaurant qui me remerciait d'avoir choisi son café et ses œufs au bacon, me recommandait à Dieu lui-même. Je me posais quelques questions : si, en tant que client de Bennies, j'étais en mesure d'obtenir des faveurs divines, quelle était exactement la nature des liens existant entre le restaurant et le Très-Haut ? S'agissait-il d'une entente semblable à celle établie entre un constructeur automobile et une marque d'électroménager, qui fait qu'on vous livre gratuitement une chaîne hi-fi pour tout achat de véhicule ? C'était une possibilité. En toute hypothèse, il y avait bien une relation spéciale entre Bennies et le ciel.

Cela ne m'étonnait guère. L'Amérique se sent proche de Dieu. L'Américain aime réduire la distance entre lui et le divin. Le contact est souvent direct. La frontière entre le profane et le sacré n'est pas tracée de manière évidente. Dans les grandes cérémonies de l'État, Bill Graham, sorte de prédicateur officiel, se tient souvent près du Président et fait entendre son prêche. Dans les formes de religiosité les plus dévoyées comme le très populaire télévangélisme, il est difficile de faire la différence entre *show business* et religion. De même, les objets les plus insolites peuvent servir de support à l'invocation de Dieu, telle cette nappe en papier recouverte de miettes de pain, bientôt maculée de taches de café et de jaune d'œuf, avant de finir à la poubelle.

Et les États-Unis invoquent souvent Dieu. Mais partout où l'on jette son regard sur le continent, on sent à l'œuvre un projet prométhéen. Le gigantisme de l'architecture et des infrastructures donne le sentiment que l'Amérique rivalise avec les dieux, qu'elle leur a arraché leurs secrets pour les transmettre aux hommes. Car c'est l'homme qui lui importe, l'homme dans sa dimension «trop humaine», dirait Nietzsche : son confort, son bien-être, son bonheur matériel. Alors l'Américain creuse, construit, transforme, invente, développe. L'habitant du Nouveau Monde a ainsi produit une culture

des moyens et de la logistique qui lui appartient en propre. Il suffit de voyager un peu sur les routes américaines pour comprendre combien cette caractéristique imprègne les mentalités. Cherchez les panneaux indicateurs signalisant la direction des agglomérations vers lesquelles vous voulez vous transporter et souvent vous ne les trouverez pas. À leur place, vous sera plutôt proposée la direction des axes, routes ou autoroutes, menant à votre destination. Le vecteur prend en quelque sorte le pas sur l'objectif à atteindre, le moyen semble avoir plus d'importance que la fin.

Rien d'étonnant donc à ce que l'Amérique entière se soit jetée avec frénésie sur Internet et ses fameuses «autoroutes de l'information». Le réseau des réseaux correspond à merveille avec la culture du vecteur. Ce qui compte, c'est l'extension du réseau à l'infini ; et s'il véhicule tout et n'importe quoi, cela est complètement secondaire. D'ailleurs les États-Unis pensent que l'Internet doit s'autoréguler. Ils ne veulent pas d'une autorité ou d'une législation extérieure qui pourrait assigner des limites trop contraignantes à son développement. Selon la conception américaine, le réseau doit édicter ses propres normes. Le rêve prométhéen serait ainsi accompli. Plus de référence à une morale supérieure, mais une production de règles par le système lui-même, sans que l'on sache vraiment qui déciderait, comment et sur quels fondements.

«*We are born to run*» dit la chanson de Bruce Springsteen, artiste au carrefour de tant de traditions de l'Amérique. «Nous sommes nés pour courir». Pour les enfants de l'Oncle Sam, en effet, ce n'est pas la destination qui compte, c'est la course.

François Verrazzane

**Coalitions interchangeables ou
rouages démocratiques ?
Les partis politiques américains
à la fin du XX^e siècle**

Christian PIHET

est géographe à l'université
d'Angers

Comme depuis plus de deux siècles, le mardi suivant le premier lundi de novembre, soit le 7 novembre 2000, les électeurs américains seront conviés à élire le Président et le Vice-Président de l'Union, les 435 membres de la Chambre des Représentants, le tiers du Sénat, un bon quart des Gouverneurs d'État et une multitude d'élus locaux allant des shérifs de comté jusqu'aux députés et sénateurs des assemblées des États; ils auront également à se prononcer sur un très grand nombre de propositions référendaires extrêmement variées. Cette élection générale marquera la fin d'une longue campagne électorale entamée au cœur de l'hiver et précédée d'une période de sélection des candidatures, des thèmes de campagne et du rassemblement des fonds indispensables, qui a débuté deux ou trois ans avant le jour de l'élection.

Les médias européens mettent volontiers l'accent sur l'élection présidentielle présentée comme un choix entre deux équipes appuyées sur deux partis, les Démocrates et les Républicains, rassemblant la totalité de l'opinion publique. Or, si le système bipartisan représente depuis les débuts de l'Union une réalité indiscutable et historiquement enracinée, la situation politique est en fait beaucoup plus complexe. En effet, le fédéralisme et l'immensité du territoire - dix-huit fois la superficie de la France et près de cinq fois sa population - ont imprimé de fortes variations locales aux caractéristiques et aux objectifs de chacun des partis. Les politistes américains les décrivent fréquemment dans les deux cas comme l'addition de cinquante partis distincts. En dépit des tendances actuelles à l'uniformisation et à la banalisation des processus politiques, ces différences locales subsistent et s'expriment au niveau du Congrès fédéral par l'absence de discipline de vote des parlementaires ainsi que par le recoupement des partis en tendances

parfois opposées à partir de critères géographiques, voire de plus en plus selon des appartenances communautaires.

Pour tenter d'analyser cette vie politique fréquemment déroutante pour l'observateur européen, nous nous proposons de centrer d'abord l'attention sur la nature et l'organisation de ces partis, puis d'examiner leur place dans le fonctionnement civique du pays.

Quels rôles jouent-ils dans les grands débats d'opinion qui animent la vie publique américaine ? Sont-ils de simples relais, utilisés par les différents groupes de pression de la société pour faire aboutir les questions posées par ces débats, ou, grâce à leurs structures propres, parviennent-ils à cristalliser de façon spécifiquement politique - et donc plus autonome - ces questions ?

Enfin, la présentation des évolutions récentes intervenues depuis les années 1990 nous fournira l'occasion de s'interroger sur l'avenir possible du système politique américain, fréquemment présenté comme secondaire par rapport à la vie économique, ou bien encore décalé par rapport aux attentes des citoyens.

Démocrates et Républicains : des partis à l'américaine

Il existe naturellement à côté des Démocrates et des Républicains une multitude d'autres organisations politiques. Néanmoins leur audience électorale demeure marginale. Les partis de type «européen» à forte idéologie, issus du courant socialiste - Communistes et Socialistes - ont quasiment disparu dans les années 1950. Les «Verts» n'ont jamais dépassé 0,5 % à l'échelon fédéral et l'expression électorale de l'extrême droite est insignifiante. Le débat politique et les possibilités de faire élire des candidats se limitent donc aux deux grands partis. Démocrates et Républicains semblent présents «de tous temps» dans le paysage politique et leur pérennité semble assurée en dépit des pronostics de mauvais augure formulés périodiquement. Ainsi le tiers parti du milliardaire texan, Ross Perot, le Reform Party, qui a pu capitaliser 18,9 % des voix présidentielles en 1992 et encore 8,4 % quatre ans plus tard est aujourd'hui en déclin. Il n'a jamais pu faire élire de candidats locaux et son organisation demeure marginale face à l'omniprésence des deux grands partis.

Démocrates et Républicains structurent l'opinion américaine depuis au moins le milieu du XIX^e siècle. Les Démocrates s'affirment comme les héritiers du général populiste et un brin démagogue, Andrew Jackson, Président de 1829 à 1837, alors que les Républicains se sont organisés à partir de 1854 sur des propositions antiesclavagistes et libre-échangistes rassemblant les milieux d'affaires et de l'industrie du Nord-Est. Dans les faits, les structures, les clientèles et les objectifs majeurs des deux partis se sont cristallisés lors du *New Deal* et des présidences de Franklin Roosevelt (1933-1945) et de Harry Truman (1945-1953).

LES PARTIS POLITIQUES AMÉRICAINS À LA FIN DU XX^e SIÈCLE

Le Parti Démocrate - *Democratic Party* - se présente depuis cette époque comme la coalition des libéraux politiques, héritiers des Whigs des années 1800-1860, avec les vagues d'immigrants non anglo-saxons et, dans les années 1960, le parti a été renforcé par l'appui des Noirs et des Hispaniques. Sa base électorale rassemble donc l'intelligentsia - dont l'influence politique est très faible - beaucoup de «cols bleus», (les ouvriers) et les syndicats qui les défendent ainsi que les minorités les plus défavorisées, Noires en particulier.

Le Parti Républicain - ou G.O.P. («*Grand Old Party*») - est un peu plus homogène et regroupe les blancs protestants - les WASP, *White Anglo-Saxon Protestants* - inquiets des initiatives en faveur des minorités, les groupes religieux militants - la «Majorité Morale» - enfin les revenus élevés et les milieux d'affaires.

L'hétérogénéité de ces deux partis implique des tensions internes qui surgissent avec l'apparition de questions sociétales - les mœurs et l'avortement par exemple - et surtout de stratégie politique. Par exemple, pour les Républicains : faut-il attirer les «*farmers*» du Midwest et défendre les prix garantis et des droits de douane élevés au risque de perdre les «*Yuppies*» des métropoles ? L'attrait de l'efficacité politique impliqué par l'appartenance à l'une des deux grandes coalitions anéantit tout risque d'une fragmentation partisane et facilite en revanche la recherche incessante de compromis et de partages du pouvoir au profit de telle ou telle clientèle.

Aucun de ces deux partis ne présente de «projet de société» au sens où on l'entend en Europe. Tous deux défendent la libre entreprise et donc le libéralisme économique. Il existe un consensus très large sur la Constitution, le système économique ainsi que sur le rôle international de l'Amérique.

Les objectifs politiques des partis ne sont donc aucunement de transformer la société mais d'accompagner ses mutations au mieux des intérêts de leurs clientèles respectives. Ils se réfèrent tous deux au pragmatisme de l'action politique et refusent toute référence idéologique dans les programmes proposés aux électeurs.

D'ailleurs les clivages régionaux favorisent les positions parfois contradictoires au sein du même parti. Ainsi les Démocrates regroupent une aile «californienne» opposée à toute intervention de l'État, alors que les syndicats ouvriers, puissants dans le Nord-Est et principaux bailleurs de fonds du parti, réclament plus de dépenses publiques en faveur des écoles ou de la santé. Les évolutions des rapports de forces - suivis de compromis - et la distance géographique - avec l'importance accordée à la vie locale - atténuent ces discordances. De toute façon, les parlementaires des deux partis ne votent pratiquement pas au Congrès selon des clivages partisans comme en Europe. Il a ainsi longtemps existé au Congrès une alliance implicite des Démocrates sudistes populistes, racialement conservateurs, avec les Républicains pour contrer toute initiative en faveur des minorités.

Cet aspect «fonctionnel» des partis doit être néanmoins nuancé. Ils ne sont pas interchangeables, et tous les deux expriment des façons différentes d'être américain. Le clivage entre les Démocrates et les Républicains recouvre également des contrastes socioculturels, des versants distincts de l'identité américaine. C'est sans doute pour cela qu'il résiste finalement assez bien à l'érosion des événements.

Les électeurs démocrates sont plus soucieux de progrès social et estiment que l'intervention - ponctuelle et limitée dans le temps - de l'État est indispensable pour corriger les déséquilibres entre les individus et les groupes sociaux. Ils sont aussi paradoxalement plus respectueux des droits des différentes «communautés» qui s'affirment progressivement dans l'espace public, comme les Afro-Américains, les homosexuels et les féministes.

Les Républicains s'affirment socialement plus conservateurs, plus proches des valeurs protestantes traditionnelles, et surtout croient qu'il faut réduire partout l'action publique car elle tend à entraver toute initiative.

Ainsi de 1960 à 1980, les Démocrates ont dominé la vie politique en mettant au centre du débat l'engagement de l'État dans les problèmes sociaux et dans la défense des minorités. Les Républicains prennent l'avantage à partir de la présidence de Ronald Reagan (1981-1989) et mettent en œuvre un désengagement majeur de l'État fédéral et le reflux de la réglementation tout en prônant le retour aux valeurs traditionnelles de l'Amérique.

Ce clivage semble rendre la scène politique américaine plus simple que la situation française, composée de cinq partis importants. Mais, comme nous l'avons vu, les différences régionales, culturelles et communautaristes compliquent les choses en surimposant d'autres clivages. La question de l'avortement oppose ainsi deux coalitions temporaires comprenant des élus et des électeurs tant démocrates que républicains, les «*pro-choice*» et les «*pro-life*». Il en a été ainsi, déjà, pour le débat sur la «parité» dans les années 1980 avec le projet, ultérieurement abandonné, d'inclure l'amendement sur l'égalité des droits des femmes dans la Constitution, et sur bien d'autres questions comme l'ALENA - Accord de libre-échange nord américain - la dépénalisation des drogues douces, la limitation de la possession des armes à feu etc..

La fluidité des structures partisans simplifie ces rapprochements interpartisans. En effet, les partis américains sont organisés de manière très différente des partis européens. Le rôle des «militants» y est extrêmement faible et les dirigeants sont de véritables professionnels de l'action politique. Quatre cercles d'acteurs peuvent être identifiés.

En premier lieu, dans la plupart des États, l'inscription sur les listes électorales s'accompagne d'une affiliation complémentaire à un parti politique. Les électeurs peuvent ainsi être inscrits comme Démocrate ou

Républicain ou bien encore Indépendant. C'est cette affiliation qui permet d'ailleurs la participation aux «élections primaires» sélectionnant les candidats de chaque parti. Au début des années 1990, environ 55 % des électeurs inscrits avaient indiqué leur affiliation partisane.

Le second cercle s'apparente plus aux militants des partis européens. Ce sont les «bénévoles» qui organisent les clubs et les sections locales «*chapters*» du parti. Il s'agit par exemple du club des hommes d'affaires républicains de San Diego, de celui, démocrate, réservé aux Afro-américains - *Black democratic caucus* - ou des *chapters* pour les petites villes. Les segmentations sont d'ailleurs de plus en plus communautaristes. Ces bénévoles participent aux campagnes électorales, fournissent des fonds et du temps pour leur parti et ses candidats, sans pour autant disposer d'une réelle influence politique, sauf s'ils deviennent candidats à une fonction élective.

Les professionnels constituent le troisième cercle. Ils sont embauchés pour «organiser» le parti à l'échelon local ou fédéral, c'est à dire accroître le nombre des électeurs affiliés, obtenir des contributions financières, gérer les locaux, les sections et les permanents de rang subalterne. Ce ne sont pas des militants élus par leurs pairs mais des permanents recrutés sur entretien avec généralement obligation de résultats. Ils ne participent pas aux décisions politiques mais prennent part aux campagnes des candidats retenus.

Les candidats sont les véritables porte-parole du parti.

Ils sont sélectionnés pratiquement partout par le premier cercle, par l'intermédiaire des élections primaires, rarement par les «bénévoles». Il faut donc affronter des milliers d'électeurs, ou des millions pour la Présidence, ce qui implique le recours aux agences de *marketing* politique. Les candidats sont donc amenés à rechercher très tôt les soutiens politiques et financiers leur permettant de développer leur argumentation. Pour ce faire, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes ou sur des groupes particuliers - les «*special interests*», les groupes d'intérêts particuliers.

Ils s'entourent très tôt d'états-majors - «*campaign staffs*» - véritables organisations politiques personnelles ; ceux-ci comprennent naturellement le conjoint et les enfants, les parents et les amis, les alliés politiques traditionnels du candidat agrégés pendant la carrière du candidat et différents conseillers «techniques», sondeurs, agents de communication, rédacteurs de discours, recrutés sur des bases de plus en plus professionnelles - mercenaires pourrait-on dire. Ce dernier groupe ne cesse d'accroître son importance dans l'entourage des candidats.

Ainsi, pour envisager d'être candidat à la candidature, il convient, soit d'être riche, soit d'être soutenu par des firmes ou des gens très riches (cas des Républicains), par des communautés (Noires, par exemple, pour les

Démocrates) ou par des syndicats ou autres associations... Une fois désignés, ces candidats bénéficient alors de l'appareil tenu par les professionnels et s'efforcent, par des marchandages et des offres de participation au pouvoir, d'obtenir le concours de leurs concurrents malheureux pour avoir la meilleure chance de l'emporter face au champion de l'autre camp.

En réalité, les organisations partisans sont donc de simples machines à présenter les candidats et à conquérir le pouvoir. Elles sont d'ailleurs peu actives en dehors des campagnes électorales. Les débats politiques se passent ailleurs, dans les associations et les groupes très diversifiés qui s'efforcent d'imposer les programmes et les candidats aux deux partis.

Partis, groupes d'intérêts particuliers et participation civique

En Amérique, à la différence de la France, les intérêts privés ou particuliers, loin d'être tenus pour inférieurs au bien commun, sont reconnus comme les composantes de l'intérêt général. L'État fédéral est d'ailleurs conçu comme le lieu de confrontation et de négociation entre la somme des intérêts particuliers. Il en résulte que les diverses administrations, celle du Commerce, de l'Agriculture, des Transports, par exemple, défendent très largement les intérêts des milieux professionnels, qu'ils soient patronaux et syndicaux. Si l'on attend du Président qu'il donne une orientation politique d'ensemble, les citoyens américains légitiment tout à fait l'existence de groupes d'intérêts particuliers, ainsi que leur fonctionnement direct dans la vie politique, au Congrès et lors des campagnes électorales.

C'est ainsi que depuis le XIX^e siècle, ces groupes disposent d'une existence reconnue et s'efforcent de faire prendre en compte leurs positions et demandes au sein des instances politiques. En 1946, le *Federal Lobbying Act* a réglementé l'action de ces «lobbies» qui ont pour fonction d'influencer les positions des candidats, puis les votes des élus. Ils doivent être enregistrés auprès des instances législatives et administratives. Ces *lobbies* constituent donc un élément crucial dans la formation de l'opinion et par conséquent dans le débat politique.

Ils sont d'autant plus importants pour la vie publique qu'il faut le rappeler : les partis ne disposent guère d'appareil politique actif et autonome en dehors des campagnes électorales. À la différence des partis européens, il n'existe pas de *leader* incontesté par les Démocrates et les Républicains entre deux élections. Les présidents des deux formations n'ont qu'un rôle administratif, de gestion et d'attraction des fonds à utiliser pour la prochaine campagne électorale. L'intervention politique partisane se limite pratiquement aux *leaders* parlementaires du Congrès et à quelques grands élus territoriaux comme les Gouverneurs des principaux États. Le Président

en fonction peut même être contesté au sein de son parti par des membres du Congrès. L'absence de discipline de vote au Congrès fait qu'aucune victoire ou défaite n'est jamais acquise d'avance. D'où l'impact essentiel des *lobbies* et des autres groupes d'intérêts particuliers.

En 1998, au niveau fédéral, près de 10 000 associations étaient enregistrées comme *lobbies* et employaient près de 30.000 lobbyistes. Ces derniers ne travaillent plus dans les antichambres - de l'anglais *lobbies* - des assemblées et des ministères mais ont souvent pignon sur rue dans la capitale fédérale avec des bureaux et des services particulièrement identifiés.

La plupart des *lobbies* représentent des groupes d'intérêt américains. Il s'agit de toutes les grandes entreprises, des PME, de branches économiques comme l'agriculture, les syndicats, de groupes communautaires, de secteurs de la population comme les retraités, etc.. Ces lobbyistes ont pour fonction de fournir de l'information aux hommes politiques et de financer éventuellement, par des dons individuels et par des organisations spécifiques, les PAC, *Political Action Committees*, les campagnes des candidats leur paraissant susceptibles de faire avancer leurs attentes.

Il existe même des *lobbies* représentant des intérêts étrangers - Taiwan, Israël par exemple - qui essaient d'influencer la politique étrangère du pays.

Certains *lobbies* se spécialisent plus auprès de tel parti ou des élus de telle région. Ceux du grand syndicat, AFL-CIO, sont omniprésents dans le camp démocrate alors que, pour l'avortement, les «*pro-life*» sont nettement plus actifs du côté républicain et obtiennent des engagements de la plupart de leurs candidats. Les *lobbies* des milieux d'affaires sont dans les deux camps. Ces lobbyistes sont naturellement visibles auprès du Congrès et de l'Administration mais on les rencontre quasi-systématiquement dans les états-majors des candidats. Ils organisent des rencontres avec les groupes qu'ils représentent et fournissent l'argent indispensable à la promotion du candidat.

Il existe, à côté de ces *lobbies* institutionnalisés, d'autres groupes qui ne sont pas enregistrés comme tels mais s'efforcent de pénétrer les organisations politiques. On pense aux activistes chrétiens qui, grâce à des fondations, *Heritage Foundation* par exemple, servent de boîtes à idées - *think tanks* - aux candidats qui leur semblent proches. Cette fondation, par son activisme incessant et ses relais dans les médias - les fameux «télévangélistes» - a indubitablement contribué à aligner les Républicains sur des positions nettement droitières en matière de mœurs. Lors de la Convention républicaine de Houston en 1992, les activistes chrétiens ont joué un rôle majeur dans le programme électoral de George Bush, charpenté par le retour aux valeurs traditionnelles, les *family values*.

Il ne faut cependant pas imaginer que ces groupes «détiennent» les candidats et leurs programmes. Le pays est si vaste et si complexe, les groupes

d'intérêts si diversifiés que les candidats et leurs organisations, tout au moins au niveau fédéral, jouent de leur hétérogénéité et se gardent bien de trop s'engager unilatéralement auprès d'un groupe, tout en acceptant leur argent et leurs conseils.

De fait, la collecte de fonds pour les campagnes constitue l'une des activités majeures des candidats, avant et après leur sélection par les partis.

En effet, la fréquence des campagnes électorales - la Chambre des Représentants est renouvelée tous les deux ans - le nombre élevé des postes à pourvoir, ainsi que le renouvellement des candidats qu'il faut faire connaître, posent aux États-Unis plus qu'ailleurs la question du rôle de l'argent dans le processus démocratique. À l'inverse des partis européens, les partis américains ne financent guère leurs candidats. Il existe bien, depuis le Watergate en 1974, des lois plafonnant les dépenses et finançant publiquement les candidats. Mais elles sont tournées par les dons individuels, parfois très importants, et par les *Political Action Committees*, créés pour une cause spécifique et qui peuvent dépenser sans limites s'ils conservent leur indépendance politique.

Or, les campagnes coûtent de plus en plus cher, en raison de la diffusion du marketing politique, des conseils en communication, de l'achat de publicités dans les médias, de «*mailings*» adaptés aux différentes composantes de la population électorale. Les candidats s'entourent de professionnels spécialisés dans la collecte de fonds car il s'agit de disposer, bien avant le début de la campagne, des sommes gigantesques permettant de faire face à ces innombrables dépenses.

Il est donc fréquent que les candidats qui n'arrivent pas à rassembler ces sommes renoncent à leurs projets avant même qu'il y ait eu la moindre élection primaire ou locale. Pour la candidature présidentielle des Républicains en 2000, un ancien vice-président, Dan Quayle, un ancien ministre et gouverneur, Lamar Alexander et bien d'autres dotés de poids politique non négligeables ont dû renoncer dès la fin de l'année 1999. Le gouverneur du Texas, George "W" Bush a, quant à lui, amassé un trésor tel qu'il a pu limiter la concurrence dans son parti. Il s'est ainsi virtuellement assuré sa sélection, six mois avant la première élection primaire dans le New Hampshire, en février 2000.

Le résultat de ce pouvoir financier est la convergence du bipartisme vers un «centre vénal». L'influence de l'argent chasse celle des électeurs. Les intérêts économiques majeurs et ceux culturellement dominants parviennent à imposer leurs exigences aux candidats et aux partis.

Tout groupe d'intérêt particulier doit donc s'organiser pour financer les campagnes électorales s'il veut tenter de promouvoir ses objectifs dans le débat politique. Les médecins, les féministes, les groupes ethniques, les

syndicats, sont ainsi constamment à l'affût du nerf de la guerre, l'argent.

Dès lors, les débats résultant pour l'essentiel du jeu des grands groupes d'intérêt, il n'est guère surprenant d'observer la faiblesse grandissante de l'engagement civique dans les partis.

Les candidats proviennent désormais quasiment tous de milieux socialement fortunés. Les classes populaires et moyennes sont pour ainsi dire absentes du Congrès fédéral, dominé sur le plan professionnel par les juristes et les avocats - *lawyers* - et par quelques hommes d'affaires reconvertis en politique.

Les syndicats ouvriers embauchent même des juristes pour diriger leurs organisations politiques, voire leurs propres branches professionnelles. Par ailleurs, ces élus sont de plus en plus fréquemment les «héritiers» de dynasties politiques où la circonscription et l'engagement partisan se transmettent presque héréditairement. Il en va ainsi pour les deux candidats majeurs à l'élection présidentielle, George "W" Bush et Al Gore, fils d'un ancien sénateur du Tennessee, mais cette tendance se vérifie également à des échelons plus modestes. Dans l'Illinois, la famille Stevenson a fourni depuis la fin du XIX^e siècle un vice-président, un candidat présidentiel en 1952 et 1956, Adlai Stevenson, un gouverneur et deux sénateurs. Dans ce même État, le maire de Chicago, Dick Daley Jr est l'héritier de son père, Dick Sr, maire dans les années 1960. Comment, pour le Maryland, envisager une assemblée législative sans la présence de quelques Du Pont de Nemours ?

Dans ce contexte d'un jeu politique limité à quelques groupes, les partis peinent à mobiliser l'électorat. Il existe aux États-Unis une proportion non négligeable d'électeurs qui a renoncé quasi-définitivement à participer aux élections. Le tiers de la population en âge de voter n'est pas inscrit, alors que cette proportion en France ne concerne environ que 9 % des plus de 18 ans.

Le taux d'inscrits décroît avec le diplôme, le revenu et l'intégration (cas des minorités ethniques). De plus en plus et d'une façon plus marquée qu'en Europe, les riches participent à la vie politique tandis que les pauvres regardent...

Ce différentiel social contribue à restreindre encore plus l'intérêt éprouvé pour les partis politiques. Alors que, dans les années 1930, Franklin Roosevelt en appelait aux votes des ouvriers et des plus pauvres, le candidat démocrate pour 2000, Al Gore, limite son intérêt électoral à la classe moyenne et aux minorités. Les pauvres sont évacués du débat politique, sauf lorsqu'il s'agit de les associer aux défaillances morales - les familles monoparentales- ou encore à la délinquance dans les centres villes.

Néanmoins de nombreuses associations représentent à des titres divers - caritatif, philanthropique ou communautaire - les milieux défavorisés,

mais parviennent mal à s'immiscer dans le débat politique. En effet, les pauvres votent peu et ne rapportent guère d'argent.

Ces associations sont alors contraintes de quitter l'intervention politique pour choisir d'autres médiations où leurs intérêts seront mieux entendus. Il s'agit pour l'essentiel des églises, catholique ou protestantes, hors l'église épiscopaliennne qui est celle des WASPs, comme les Baptistes, les Pentecôtistes ou les Méthodistes.

Cette fermeture du jeu politique s'est visiblement accentuée pendant les années 1980 et 1990. Les citoyens, même inscrits, votent de moins en moins à chaque scrutin. En 1960, 60 % des habitants en âge de voter avaient participé aux élections de l'année, soit 86 % des inscrits. En 1996, la proportion était tombée à 51% des plus de 18 ans, 74 % des inscrits, soit la participation la plus faible depuis 1924.

La Présidence de Bill Clinton : réalignements politiques et instabilité électorale

L'élection en 1992 du démocrate Bill Clinton, gouverneur de l'Arkansas, ouvre une nouvelle période de la vie politique. Celle-ci semble se caractériser par l'affirmation de clivages plus tranchés entre les deux partis, portant de plus en plus sur des questions éthiques et morales, ainsi que par une évolution quasi-permanente du rapport de forces entre les deux partis.

Tirant la leçon des échecs des Démocrates en 1984 et 1988, Bill Clinton infléchit nettement le discours de son parti. Il se présente comme le chef de file des «nouveaux Démocrates», soucieux de rompre avec les traditions de dépenses publiques et d'intervention gouvernementale qui caractérisaient les précédentes Présidences démocrates, celles de Lyndon Johnson et de Jimmy Carter en particulier. De fait, Bill Clinton et son entourage - Al Gore, Warren Christopher, Robert Reich entre autres - choisissent de s'adresser moins aux minorités, dont le vote leur est de toute façon acquis et aux syndiqués - 20 % des salariés - qu'aux classes moyennes suburbaines séduites par Reagan et sa politique de baisse des impôts. Clinton propose un «*New Covenant*», une nouvelle charte, compromis savamment équilibré entre des propositions économiques conservatrices et des affirmations progressistes en matière de société.

Il renonce au «*Big Government*» des Démocrates traditionnels au profit du «*Downsizing Government*» - approximativement traduit par «gouvernement modeste» - mais sans remettre en question les avancées sociales auxquelles tiennent les classes moyennes dans le domaine de la santé et de l'éducation.

Sur le plan sociétal, il reprend certains des accents populistes de Ronald Reagan sur les valeurs familiales et la nécessité d'une répression accrue de

la délinquance, mais sans les séparer du combat contre la pauvreté et l'illettrisme. Pour se rallier les féministes, il met en avant son épouse, Hillary, célèbre avocate, et il défend les droits des minorités sans pour autant affirmer clairement son soutien aux actions de discrimination positive.

Malgré les craintes des ouvriers et des syndicats, il renonce au protectionnisme de l'ère Reagan-Bush, soutient le projet de libre-échange nord-américain et, grâce à la présence du vice-président Gore, il introduit les préoccupations environnementales dans les programmes électoraux de 1992 et de 1996.

Il s'agit donc d'un ensemble de propositions et de choix propres à attirer et à fixer l'électorat des classes moyennes dans un «nouveau» parti Démocrate, recentré et pragmatique. Il est probable que ces réalignements politiques permettent à Bill Clinton d'engranger deux succès présidentiels consécutifs, mais ils ne parviennent pas à enrayer la montée d'une opposition républicaine bien plus droitnière. Cette dernière contrôle les deux Chambres du Congrès depuis 1994 et mène la vie dure aux propositions de Clinton.

De fait, l'échec électoral de George Bush, en 1992, accélère la droitisation des Républicains. Les activistes chrétiens, regroupés dans les associations de la «Majorité Morale» ou de la «Coalition Chrétienne», investissent le parti en imposant des candidats et des programmes nettement conservateurs. Il s'agit autant de thèmes moralistes que de propositions économiques et sociales accentuant les aspects dérégulationnistes des présidences Reagan et Bush. Par exemple en 1994, le «Contrat avec l'Amérique» signé par l'ensemble des candidats républicains au Congrès - une première dans le pays - propose un programme musclé de déréglementations, de déductions fiscales, de réduction des programmes sociaux qui va d'ailleurs permettre à Clinton de se présenter comme un rempart contre l'extrémisme.

En effet, les Républicains agissent de plus en plus comme un parti conservateur classique avec en prime une dimension moraliste en discordance avec les aspirations et les réalités de beaucoup. Ils refusent de voter le Budget en 1995, ce qui provoque une fermeture des services de l'État. Ils adoptent des coupes sombres dans les programmes d'assurance maladie, ce qui provoque l'hostilité des retraités, s'opposent aux lois antipollution, mettent sous condition de moralité les indemnités de chômage etc.. Pour la première fois de son histoire, le G.O.P apparaît comme un parti dominé par les idéologues. Cette clarification politique aboutit naturellement dans le contexte américain à éloigner les modérés traditionnels du Nord-Est qui se retrouvent à l'aise dans la démarche centriste et conciliatrice de Clinton.

En prévision de la campagne électorale de 2000, les divisions partisanses sont bien plus claires. Les Démocrates se sont recentrés autour des choix émis par Clinton depuis 1992, tandis que les Républicains, dont les *leaders*

majeurs George "W" Bush, le sénateur de l'Arizona John Mc Cain, le milliardaire et héritier de l'édition Steve Forbes, et le sénateur de l'Utah Orrin Hatch, affichent un conservatisme sans ambages, sont nettement positionnés à droite, au risque de perdre encore plus de votes dans les grandes agglomérations et sur la côte Est.

L'essentiel des propositions de ces candidats s'organise autour des déductions fiscales aux entreprises et aux citoyens en contrepartie d'activités économiques et sociales, ainsi que du retour aux sources morales du pays. Le gouverneur Bush souligne que grâce à ces déductions, pour activité charitable en particulier, se lèveront des «armées de la compassion» qui feront reculer la pauvreté.

La poursuite de la croissance économique et sociale conditionnera sans doute l'importance de la participation électorale en novembre - une participation élevée est toujours favorable aux Démocrates ; cette participation et les appréciations portées sur les capacités de *leadership* des deux candidats au terme d'une très longue campagne électorale seront les facteurs-clés du maintien des nouveaux Démocrates ou de la victoire du G.O.P et de ses propositions néoconservatrices.

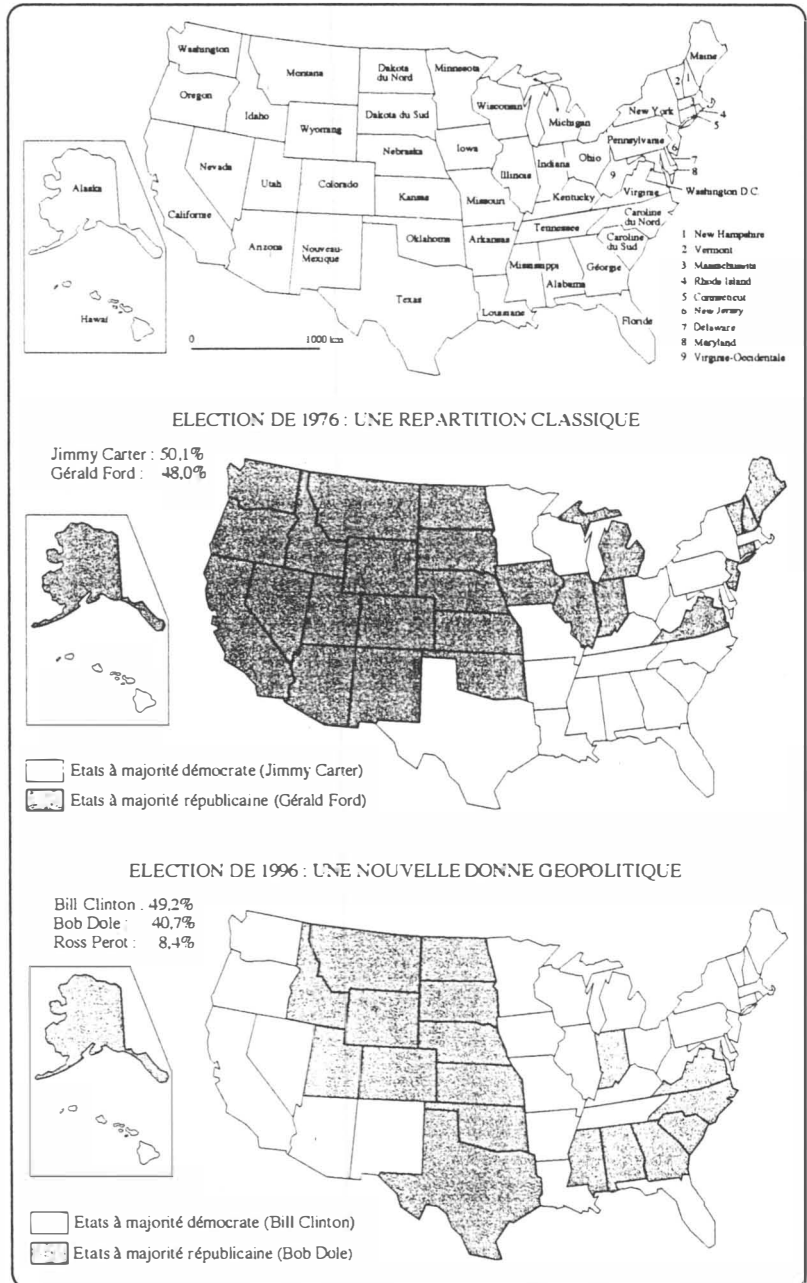
L'observation des résultats électoraux État par État exprime également une autre nouveauté dans le fonctionnement du système bipartisan. La géographie politique change vite, traduisant les effets des réalignements politiques de l'ère Clinton.

La carte ci-jointe permet de comparer les résultats à vingt ans de distance, de 1976 à 1996. L'élection de 1976 offre une vision classique des rapports de force entre les partis. Jimmy Carter l'emporte dans tous les bastions traditionnels des Démocrates - Sud et Nord-Est industriel et urbain. Le républicain Gerald Ford est majoritaire dans le Midwest et l'Ouest ainsi que dans les États historiquement républicains du nord de la Nouvelle Angleterre - Maine, Vermont, New Hampshire.

En 1996, Bob Dole, alors candidat républicain, gagne dans le Midwest comme Ford mais il mène aussi dans le «Vieux Sud» - de la Virginie au Mississippi. Il draine ainsi un électorat blanc, protestant issu des campagnes et des petites villes, celui de «*Main Street America*», hostile à Washington et à son *establishment*, associant l'attachement aux valeurs morales et le conservatisme social. En définitive, il obtient 41 % des voix populaires, score insuffisant pour constituer une majorité.

Les États du Pacifique et le Nord-Est préfèrent Bill Clinton. Il agrège autour de sa candidature un électorat urbain et suburbain, souvent féminin, socialement et ethniquement plus hétérogène, à l'image d'une Amérique plus ouverte et dynamique. D'autre part le soutien massif des électeurs Noirs et Hispaniques - à près de 85 % - et des retraités consolide sa victoire en y ajoutant la Floride et une partie du Midwest.

LES PARTIS POLITIQUES AMÉRICAINS À LA FIN DU XX^e SIÈCLE



La stratégie présidentielle s'avère payante, mais elle ne permet pas d'inverser le rapport de forces au Congrès qui demeure dominé par les Républicains. C'est qu'en effet l'analyse détaillée des résultats atteste la labilité de l'électorat. La multiplication des votes «tête-bêche» traduit une désaffection vis à vis des deux partis. Les choix des électeurs sont ponctuels - on préfère Clinton aux excès du Congrès républicain sans pour autant faire confiance globalement aux Démocrates - et surtout très instables. En 1998, le Congrès demeure à nouveau Républicain et les gains Démocrates de 1996 sont difficilement conservés. En fait, aucun parti ne semble en mesure de constituer dans le pays une majorité durable comme ce fut le cas pour les Démocrates entre 1932 et 1968 ou les Républicains de 1980 à 1986. Les choix au coup par coup et la rapidité des alternances témoignent d'une situation politique encore incertaine, alors que la progression de l'abstention permet de mesurer la croissance de l'indifférence à l'égard du système politique.

Au terme de ce rapide exposé, il nous paraît évident que les partis américains ne sont pas, comme on le dit habituellement en Europe, aussi interchangeables que les personnages de Tweedledum et de Tweedledee des légendes enfantines. Enracinés par leur fonctionnement et leurs objectifs au cœur de l'histoire et de la géographie américaine, ils ont longtemps servi à cristalliser les identités, régionales et nationales et à faciliter pour de nombreux immigrants l'adhésion aux valeurs américaines. Il ne faut pas non plus négliger le fait qu'ils aient proposé aux électeurs des choix tranchés - quoiqu'à l'intérieur d'un consensus politique et économique - et qu'à ce titre, ils sont parties prenantes de la mythologie nationale. Les fidélités familiales ou ethniques aux Démocrates ou aux Républicains que l'on rencontre ici et là attestent l'importance de cette dimension.

Cependant, la diffusion massive du néolibéralisme mis en œuvre au cours de la présidence de Ronald Reagan mine cette fonction de rouage démocratique des partis. L'État a été mis au service des intérêts du «*big business*», et particulièrement de ceux du capitalisme financier. L'argent a envahi comme jamais auparavant le monde politique. Il en résulte un débat civique appauvri, centré presque exclusivement sur des questions de moralité et de personnalités. La politique spectacle des médias accentue ce dernier aspect. Or, l'observateur européen note que les questions de fond - Comment éradiquer la pauvreté, comment gérer les dépenses sociales, comment intégrer les nouveaux immigrants venus d'Asie et d'Amérique Latine ? - sont posées ailleurs que dans le débat politique. Elles le sont au sein des Églises, dans les associations caritatives et dans les forums organisés par les «communautés».

Cette stérilisation croissante du politique nous paraît d'autant plus inquiétante qu'elle se conjugue avec l'exacerbation des identités communautaires. L'Amérique serait-elle en train de se balkaniser ? Pourtant le «modèle américain» est en passe d'être copié partout et ce pays demeure le plus attractif de la planète. Il accueille jusqu'à un million d'immigrants par an. Faut-il alors repenser le politique et son rôle dans la structuration sociale à la lumière de cette évolution ?

En tout état de cause, il paraît indispensable de continuer à travailler et à réfléchir sur les États-Unis si, comme il est probable et selon la formule du sociologue Alfredo Valladao, «le XXI^e siècle sera américain».

Christian Pihet

Breve bibliographie :

Lacorne, Denis, *La crise de l'identité américaine*, Fayard, Paris, 1997.

Mailer, Norman, *L'Amérique. essais, reportages, ruminations*, Plon, Paris, 1999.

Vaisse, Justin, *Le modèle américain*, Armand Colin, Paris, 1998.

Valladao, Alfredo, *Le XXI^e siècle sera américain*, La Découverte, Paris, 1993.

Trésors oubliés

Les anciens numéros de notre revue recèlent souvent des trésors inconnus de nos nouveaux lecteurs. A leur intention nous avons choisi de présenter ici le numéro 21 (prix franco 35 F) :



Dossier sur la Révolution de 1789.

- Entretien avec **François Furet**
- Compte-rendu du colloque « *Célébrer 1789* » avec les interventions de **Blandine Barret-Kriegel**, de **Jacques Solé**, de **Lucien Sfez**.

● *Les prémices de la Révolution en Limousin*
par Luc de Goustine.

● *L'Opinion avant la Révolution*
par Philippe Cailleux.

● *Évènements méconnus de la Révolution*
par Philippe Delorme.

● *Burke et la représentation nationale*
par Norbert Col.

● *L'Art et la Révolution* par Alain Flamand.

● Magazine :
Image des Seychelles par Michel Fontaurelle.

**À commander à Cité, 17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris, en joignant un chèque de 35 F.**

Seattle : la mondialisation contestée

Xavier Denis-Judicis

travaille à la Banque de France et
prépare un doctorat d'économie à
New York.

L'affaire est entendue depuis belle lurette : les Français ne comprennent rien à l'économie et moins encore à la mondialisation.

Les gouvernements successifs de gauche ou de droite s'évertuent à leur faire entendre raison : la mondialisation serait en tout point une évolution bénéfique... Le postulat est loin de susciter l'adhésion de tous, comme la conférence de Seattle en a témoigné en décembre dernier.

Ce sommet, qui ouvrait un nouveau cycle de négociations commerciales - le cycle du millénaire - a eu au moins ce mérite sans l'avoir pour autant recherché : il a donné un porte-voix à ceux qui n'en disposent pas sur la scène internationale et fait retentir quelques notes discordantes dans le concert lénifiant sur la mondialisation ressassé par nos élites.

L'échec de ce lancement illustre bien la complexité et l'imbrication des enjeux politiques et commerciaux. Développement, commerce, environnement, droit social : tous ces thèmes s'entremêlent, rendant particulièrement difficile la définition d'un consensus planétaire.

L'OMC : institutionnalisation du GATT

Petit retour en arrière : depuis 1947, dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), les pays développés avaient l'habitude de se réunir pour des cycles de négociations pluriannuels qui ont progressivement permis une réduction des droits de douane et supprimé nombre de barrières non-tarifaires au commerce international. Le GATT, simple accord entre les États, s'était progressivement élargi à partir des vingt-trois nations signataires de l'accord en 1947, contribuant à structurer

les débats commerciaux autour des principaux blocs : États-Unis, Japon, pays en voie de développement.

Cet accord interétatique n'a pas empêché pour autant la naissance de vives controverses entre partenaires commerciaux. Pour mémoire, des différends nippon-américains sont nés dès les années 60 à propos des exportations japonaises de textile aux États-Unis, bien avant les débats sur les automobiles ou les puces informatiques. Plus récemment, l'économie de la banane ou les aides à la sidérurgie européenne ont suscité de vigoureuses passes d'armes de part et d'autre de l'Atlantique. Le boum économique et technologique des jeunes économies du sud-est asiatique leur a permis de conquérir, en l'espace de deux décennies, une part considérable du commerce mondial, parfois grâce au dumping commercial ou monétaire.

L'interdépendance croissante des économies nationales avait rendu nécessaire l'institutionnalisation du GATT qui n'était qu'un simple accord entre pays, portant sur le seul commerce des marchandises et délaissant ainsi les services et la propriété intellectuelle.

En 1995, l'OMC (Organisation mondiale du commerce) prend la succession du GATT ; il réunit 136 pays, début 1999. Une institution originale est par la même occasion créée en son sein : l'ORD - Organisme de règlement des différends - cour juridictionnelle chargée de trancher les différends commerciaux entre pays et, le cas échéant, de prendre des sanctions. Si cette instance contradictoire, qui fonctionne à l'image d'une juridiction américaine, a permis de régler nombre de différends de taille modeste, elle a été largement impuissante à arbitrer les oppositions entre Européens et Américains, ces derniers faisant fi de l'interdiction des mesures unilatérales, règle pourtant fondamentale de l'OMC.

Seattle : un échec annoncé

L'échec de Seattle est d'abord la rançon d'une surmédiation voulue par l'OMC elle-même et les États-Unis, pays hôte. Ceux-ci, portés par leurs succès économiques, entendent propager les principes de l'économie libérale sur l'ensemble de la planète.

Cette entreprise de promotion du libre-échange réunit Démocrates et Républicains dans une même ferveur. En effet, aujourd'hui comme hier, dans les années 60, quand le secrétaire d'État Robert MacNamara n'hésitait pas à affirmer : «Ce qui est bon pour General Motors est bon pour les États-Unis», l'administration américaine est tout entière au service du «*big business*».

D'un point de vue institutionnel, les négociations autour de l'AMI (Accord multilatéral sur l'investissement) et le lancement du cycle du millénaire dans le cadre de l'OMC relèvent d'une logique similaire. L'AMI, accord international concocté au sein de l'OCDE¹ - visait une libéralisation

■ 1. Rappelons que l'OCDE a son siège à Paris depuis sa création en 1948.

des investissements directs internationaux² semble à celle des échanges commerciaux.

L'échec, en octobre 1998, de l'AMI, négocié jusqu'alors dans une grande discrétion au sein de l'OCDE et dénoncé par la France, a eu au moins temporairement raison de cet accord léonin. Le projet prévoyait notamment de conférer aux entreprises multinationales des possibilités d'obtenir réparation contre les États qui prendraient des dispositions jugées défavorables à leur encontre : modification de réglementation, nationalisations... Par l'AMI, les États devenaient les otages du capitalisme international.

En clair, l'OMC peut devenir un vecteur déterminant de la volonté américaine de déréglementer sans limite les échanges et d'abattre les protections que les États pourraient légitimement mettre en place.

Diplomatiquement, la pression américaine n'a cessé de s'affirmer au cours des années passées. L'effondrement du bloc soviétique, conjugué au recul relatif de l'influence politique des nations européennes sur la scène internationale et à l'absence d'autonomisation politique du Japon, a permis aux États-Unis de renforcer leur *leadership*, tant politique qu'économique.

La grande tournée de Bill Clinton en Afrique Noire en 1996 annonçait sa volonté de concurrencer une puissance française contestée et déclinante jusqu'en son pré carré. Le renversement du président Mobutu par le *desperado* Kabila, facilité par des interventions militaires étrangères, a largement ouvert la porte du Zaïre aux investisseurs américains ; c'est l'illustration éclatante d'une diplomatie américaine dominée par les enjeux économiques et financiers.

Lorsque leurs intérêts sont menacés par la concurrence étrangère, les États-Unis n'hésitent pas à user des moyens les plus déloyaux pour emporter la décision. Ainsi, Madeleine Albright, secrétaire d'État américain, a-t-elle récemment menacé Israël de supprimer l'aide américaine si la compagnie El Al ne revenait pas sur sa décision d'acheter, pour le renouvellement de sa flotte, jusqu'ici exclusivement composée de Boeing, des avions Airbus.

Mais l'échec de la conférence de Seattle reflète aussi l'ambition démesurée des organisateurs. Il était vain de vouloir, en l'espace d'une semaine, dégager des accords sur des sujets aussi divers et controversés que l'environnement ou les droits sociaux des travailleurs.

L'OMC paraît ainsi conçue comme une ONU consacrée à l'économie et au commerce mondial, une caisse de résonance plus qu'une instance de décision. De fait, ce type de discussions - très techniques sur le plan des textes, mais ô combien importantes ! - a de tels enjeux économiques qu'il se prête mal aux grands-messes télévisées. Les négociations économiques comme politiques ne s'accommodent pas d'agitation médiatique et réclament patience et durée.

■2. Les investissements directs étrangers représentent les achats d'entreprise ou les implantations d'usine par opposition aux investissements de portefeuille qui portent sur l'acquisition de titres en bourse ou les placements financiers.

Le principe «un pays, une voix» qui prévaut au sein de l'OMC est en soi générateur d'impuissance. Il n'aboutit qu'à une démocratie de façade, reposant sur le spécieux argument de l'analogie entre États et individus. Le jeu des puissances s'en trouve camouflé, favorisant les négociations de coulisses qui reposent dès lors sur le clientélisme et le chantage. Qui pourrait un instant croire qu'il existe équivalence de pouvoir entre un État d'Afrique subsaharienne et un riche État occidental et que l'assemblée de l'OMC puisse prétendre être un parlement de nations égales ?

Mais ce ballon perdu n'est que la première manche d'une longue partie qui s'étalera sur des années, comme tous les autres cycles de négociations engagés par le passé.

Menés par un redoutable chef de délégation, l'avocate Charlene Barshefsky, les États-Unis ont fait preuve de l'esprit offensif qui leur est coutumier dans les organisations internationales. Leur intransigeance a largement contribué au blocage des négociations : la perspective de la campagne électorale américaine empêchait de fait toute concession de leur part sur la question agricole, pierre d'achoppement habituelle avec les Européens. Les traditionnelles critiques sur la Politique agricole commune, PAC, se sont heurtées au front uni des Européens, chacun se jetant à la tête des chiffres nécessairement contradictoires et à son avantage.

Cet échec - provisoire - ne doit pas faire oublier que les États-Unis continueront de poursuivre en coulisse leur politique hégémonique. Le Congrès, qui a fréquemment marqué dans le passé son refus de toute atteinte à la souveraineté américaine par le biais de traités internationaux, demeurera un obstacle majeur à tout accord équilibré. Loin des caméras et des manifestations, les représentants américains ont désormais le temps et la constance pour eux.

La colère du Sud

Confrontées à la difficulté de négocier à plus de 130 pays, les principales puissances économiques - États-Unis, Canada, Japon, Union européenne - ont eu tôt fait d'organiser pour les pays du Sud des tours de rôle. Exclues de la table des négociations, les délégués des pays en voie de développement étaient condamnés à errer dans les couloirs du centre de conférence, attendant d'être éventuellement convoqués pour une prochaine session³. Le manque de transparence de la conférence et la mise sur la touche d'un grand nombre de pays ont attisé le ressentiment des délégués du Tiers-Monde, décidés à faire échec aux accords.

La proposition américaine de définir des normes sociales et environnementales, position de circonstance dictée par de pures raisons politiques, s'est heurtée à l'opposition de nombreux pays. Ainsi de l'interdiction du travail des enfants : pour souhaitable qu'elle soit d'un point

■ 3. *Le Monde Diplomatique*, janvier 2000.

de vue moral, est-elle pour autant applicable sans modification profonde de l'organisation sociale et des modes de production ? Parallèlement, le souci de renforcer les normes antipollution à l'échelle du globe vient en contradiction avec la volonté de développement des pays du Sud, qui voient dans l'application de telles mesures un frein à leur progrès économique.

Comme le rappelle justement *Le Monde Diplomatique*, depuis la réunion du groupe des non-alignés au mois de septembre précédent à Marrakech⁴, l'échec de ce premier sommet était largement prévisible. L'ordre du jour des négociations fixé autour de thèmes intéressants principalement des pays riches ou les entreprises transnationales, n'accordait qu'une place réduite aux préoccupations des pays en voie de développement. En outre, l'attitude du directeur général de l'OMC, Mike Moore, ancien socialiste néo-zélandais converti à un libéralisme sans retenue, qui avait eu la maladresse d'évoquer la possibilité d'élargir les négociations à des domaines nouveaux, a contribué à miner davantage le terrain.

Organiser la démocratie économique

Cependant, la victoire remportée par les opposants au sommet de Seattle ne sera pas complète si elle ne permet pas de repenser les modes de régulation de l'économie mondiale. Ainsi, bien des contradictions se sont fait jour, y compris au sein des opposants à la conférence. Lorsque José Bové, notre sympathique gaulois, prône une agriculture de terroir, il appelle de ses vœux une plus grande protection des producteurs européens vis-à-vis de toutes les autres nations agricoles. Ce souci vient en contradiction avec la volonté de développement des pays du Tiers-Monde qui n'ont d'autres possibilités de croissance que d'exporter davantage vers les pays riches, et réclament pour cela une plus grande ouverture des frontières des pays industrialisés.

Les arguments en faveur ou à l'encontre d'une libéralisation plus poussée des échanges sont le plus souvent à double face : l'hypocrisie est souvent de mise derrière les pétitions de principe. Ainsi l'an passé, lors de la visite de Jacques Chirac venu prôner un resserrement des liens avec l'Europe, les pays d'Amérique latine ont eu beau jeu de dénoncer les faux-semblants d'une Europe s'affichant soucieuse de partenariat mais réticente à acheter leurs produits.

Seattle a marqué une étape : cette session a permis l'éclosion d'un débat international sur la mondialisation, jusque-là cantonné dans les frontières nationales. La présence de nombreuses organisations non-gouvernementales, notamment américaines, témoigne d'un fort mouvement de mobilisation contre les politiques du tout marchand. La lumière des projecteurs a ainsi pu éclairer l'opinion sur les risques de décisions qui seraient, pour l'essentiel, favorables aux pays industrialisés. Ainsi, le renforcement de protection des droits de la propriété intellectuelle, par nature favorable aux grands pays

■ 4. Lieu de signature des accords portant création de l'OMC en décembre 1994.

industrialisés, est susceptible de renchérir dramatiquement les coûts de la santé, dans un Tiers-Monde entièrement tributaire des importations pour l'achat de produits pharmaceutiques⁵.

L'OMC exprime donc les balbutiements d'une démocratie économique internationale qui reste à inventer. Ne nous leurrions pas, le jeu des puissances restera pour longtemps déterminant, les Américains voyant avec défiance toute tentative d'organisation régionale qui ne soit pas placée sous leur égide ou, du moins, sous leur influence directe. Leur refus de permettre la création d'une Banque des règlements internationaux asiatiques, qui aurait permis la gestion des crises financières en Asie du Sud-Est, en est un exemple parmi d'autres.

Clairement, la régulation de la mondialisation passe par la constitution de blocs économiques et politiques au sein des différentes régions du monde à l'instar de l'Union européenne. C'est à cette seule condition que les pays en développement auront voix au chapitre et que les enjeux du commerce et de l'économie internationale pourront être débattus dans la clarté.

Conclusion

La plupart des responsables mondiaux appellent à une «mondialisation maîtrisée». Cela implique le refus d'accepter le libéralisme effréné comme une fatalité. Cela suppose aussi une redéfinition des missions des institutions multilatérales et une réflexion sur les moyens de les moderniser. L'équilibre entre coopération internationale - nécessaire - et souveraineté nationale - légitime - n'est certes pas aisé à définir, mais un constat s'impose : l'internationalisation économique et commerciale ne saurait être totalement abandonnée à des institutions technocratiques, alors que l'organisation politique de la société internationale demeure essentiellement fondée sur le cadre de l'État-nation. Cet État national demeure en effet aujourd'hui le seul réceptacle des demandes politiques de la société civile, alors même qu'il accepte progressivement de se priver d'une partie de ses fonctions d'arbitrage.

Une solution possible passe par la mise en place d'organisations politiques régionales - dont l'Union européenne ne saurait être le modèle unique - organisations capables de porter la parole des pays les plus pauvres et de rééquilibrer les rapports de force dans le cadre des institutions internationales.

Si Seattle devait accélérer cette prise de conscience, cette conférence n'aura pas été tout à fait vaine.

■ 5. Sur les 25 spécialités pharmaceutiques les plus vendues au monde, 20 sont américaines !

Xavier Denis-Judicis

La politique étrangère américaine

Yves Lamarck
est diplomate.

Depuis la fin de la guerre froide, il y a dix ans, on serait bien incapable de dire ce qu'est la politique étrangère américaine. Pendant cinquante ans, celle-ci a été formulée par d'autres que les Américains : par Tojo, l'amiral japonais, par Hitler, par Staline, Castro, Ho Chi Minh ou Mao, et avait un leitmotiv : la lutte contre le fascisme, puis le communisme. Il reste Castro, et la Chine est toujours dirigée par un parti communiste, mais les Américains sont orphelins d'une pensée. Identifier un nouvel ennemi - la Chine, l'islamisme - est en deçà du problème posé car il n'y a pas de sentiment de menace extérieure. «*Sit on the Hill*», rester entre soi, est une tentation et une tendance véritable, mais qui ne peut évidemment être poussée jusqu'au bout car, qu'elle le veuille ou non, que nous le voulions ou non, l'Amérique reste LA puissance mondiale. La fin de la guerre froide ne peut donc pas signifier simplement le retour à la situation *ante* - «*ante bellum*» comme on le dit au Sud, d'avant la guerre de Sécession... Isolationnisme, interventionnisme, politique nationale ou politique mondiale ? Les catégories sont à repenser.

Qui le fera ? Il n'y a pas une politique étrangère américaine mais plusieurs : celle de la Maison Blanche, qui est beaucoup quand elle existe, mais n'est pas tout. Présentement, elle n'existe pas ; celle du Pentagone, le ministère de la Défense, qui ne se ramène pas au complexe militaro-industriel mais doit compter avec l'État-major, économe de ses moyens comme tous les militaires responsables, et divisé, comme l'a révélé la conduite contestée des opérations au Kosovo ; celle du Département d'État, souvent plus interventionniste sur une ligne européenne, celle des Kissinger, Brzezinski et autres Korbels (Albright) - l'intervention au Kosovo fut qualifiée de «*Madeleine's war*» («la guerre à Madeleine», du prénom de Mme Albright) ; celle des services de renseignement qui jouent leur survie sur la menace : l'erreur de carte sur la localisation de l'ambassade de Chine à Belgrade a révélé pour le moins un «dysfonctionnement» ; celle enfin du Congrès, foncièrement isolationniste, quel que soit le parti majoritaire - ce mot d'un sénateur : «Je suis allé une fois en Europe, je n'ai plus besoin d'y retourner»

qui fait penser au «Voulez-vous un livre ? Non, merci j'en ai déjà un». Mais un Congrès de plus en plus perméable aux groupes d'influence qui font les couloirs (*lobbies*) et que multiplie la mondialisation dans la mesure où même les États les plus reculés du Middle West ou des Rocheuses travaillent désormais pour l'exportation via Internet et s'intéressent, eux, à leurs marchés extérieurs. Longtemps, la politique étrangère américaine fut bipartisane. Sur quelles bases réunir aujourd'hui le consensus nécessaire ?

I- La nature contradictoire d'une république impériale

Sous la guerre froide, la question s'est posée de savoir si les nécessités impériales de la lutte contre le communisme n'allaient pas obliger l'Amérique à renier ses valeurs républicaines (Maccarthysme, guerre du Vietnam). A l'inverse, une république purement démocratique a montré qu'elle pouvait vaincre le totalitarisme. Dans le monde unipolaire de l'après-guerre froide, la question est toujours posée, quoiqu'en termes différents : y a-t-il quelque chose comme une puissance non hégémonique, c'est-à-dire qui soit bienveillante ou bénigne ? Une puissance qui est unique, une «hyperpuissance», peut-elle faire l'économie de l'hégémonie et peut-on concevoir une hégémonie qui ne soit pas celle d'UNE puissance ? Les États-Unis ne veulent pas assumer la contradiction de leur double nature.

I-1 La solitude de l'empire

On a souvent dit que les États-Unis étaient la première puissance impériale qui le soit devenue sans jamais l'avoir voulu. Le conseiller à la Sécurité du président Clinton, Sam Berger, qui feint de s'étonner que l'Amérique se retrouve accusée à la fois d'hégémonie et d'isolationnisme, répète que les États-Unis sont «la première puissance mondiale de l'Histoire qui ne soit pas une puissance impériale». La période proprement impérialiste de l'expansion américaine (1898-1914), à laquelle sont associés les noms du président Théodore Roosevelt et de l'amiral Mahan, est une parenthèse dans l'histoire américaine. L'autre parenthèse, celle de la guerre froide, étant refermée, les États-Unis n'entendent plus assumer les charges qui sont normalement celles de l'Empire, à l'image de l'Empire britannique à son apogée. Ils se dérobent à leurs obligations impériales d'être le gendarme de la planète et de recycler les balances dollar (sterling dans le cas de Londres).

I-1-1 Les Américains se rendent compte que, depuis la fin de la guerre froide, ils sont de plus en plus seuls. L'unipolarité signifie qu'ils sont uniques dans leur catégorie. Tant qu'il y avait la guerre froide, il y avait un monde libre, une communauté transatlantique, et même une coalition pendant la guerre du Golfe. Rien de tout cela n'est désormais évident. Le consensus est

à recréer sur chaque opération et à chaque instant. Il n'y a plus de consensus préétabli.

Plus encore, ils s'aperçoivent de leur isolement : à l'ONU, ils sont les seuls à ne pas vouloir se soumettre aux résolutions majoritaires ou aux traités internationaux sur les essais nucléaires, sur le tribunal pénal, sur les mines antipersonnel, sur le climat... Car les normes qui valent pour tous ne valent pas par définition pour une puissance hors-normes. Accepter les responsabilités de l'Empire serait se soumettre aux normes que l'on pose pour tous. Un courant dit multilatéraliste est en faveur de cette approche. Il demeure minoritaire. Les États-Unis, dans ce cas, ont des réactions majoritairement nationales non impériales.

I-1-2 Le souci américain de ne pas être un empire, de ne pas ressembler à l'Empire britannique contre lequel les Pères fondateurs se sont précisément soulevés, est ancré au plus profond des convictions morales : « Tout empire périra ». Paul Kennedy dans son livre *Ascension et déclin des grandes puissances* paru en 1987, a popularisé la thèse de l'« *imperial overstretch* » : les empires dépérissent à partir du moment où leurs dépenses militaires excèdent leurs possibilités économiques. Ce fut l'une des causes de l'effondrement de l'empire soviétique. Peut-être les Américains sont-ils encore loin du compte. Cependant, il leur serait dès à présent difficile de mener de front plusieurs interventions lourdes sur des théâtres différents. L'un des thèmes les plus populaires dans leurs relations avec leurs partenaires est néanmoins celui du « partage du fardeau ». Récurrent au sein de l'OTAN, il fut largement bénéfique pour les Américains dans l'opération « Tempête du désert ». Au-delà de l'aspect financier, le débat est relancé par l'inefficacité des frappes militaires (Irak, Kosovo) et surtout par l'impératif du « zéro mort » imposé par l'opinion publique. Qui engagera demain des troupes au sol pour la défense de l'Empire ? La « vietnamisation » de la guerre n'a pas disparu des mémoires et suscite aujourd'hui un renouveau de controverses.

I-1-3 Si le dernier mot appartient à l'opinion américaine, la ligne de défense de l'après-guerre froide, c'est-à-dire en l'absence d'ennemi et de menace, ne peut être qu'humanitaire. On retrouverait ici l'Empire du Bien, la puissance bienveillante ou « compatissante » chère au candidat Bush junior. Après le fiasco somalien de Bush senior, Clinton a pu justifier ainsi *a posteriori* l'opération au Kosovo, mais celle-ci a en même temps sonné le glas de la guerre humanitaire. Car rien n'est moins simple qu'une guerre humanitaire. Elle suppose d'épouser toute la complexité géopolitique et l'ambiguïté du monde réel, au lieu que l'opinion, sur son écran télévisuel retransmettant CNN, a besoin de raisons simples, uniformes, immédiates. Pourquoi ici et pas là ? Elle ne peut pas comprendre les *distinguo* diplomatiques. Certains peuvent faire de l'incohérence vertu. Ce serait la fin de la politique étrangère.

1-2- La grande république

L'unipolarité, selon certains observateurs, pourrait n'être qu'un moment dans l'Histoire. D'autres, comme Fukuyama, y ont vu «la fin de l'Histoire». Au-delà des analyses objectives, la politique étrangère américaine est subjectivement fondée sur une «vision» et une «mission» qui date des *Pilgrim Fathers* : inventer un Nouveau Monde que le monde entier pourrait un jour copier. Ce monde serait fondé sur les principes républicains, en réaction contre les monarchies de l'Ancien Monde, leurs empires, et spécifiquement leur diplomatie. Les États-Unis se sont considérés comme uniques depuis leur fondation. Ils ne sont pas une nation comme les autres. Ils font exception. «L'exceptionnalisme», premier principe de leur politique étrangère, date de George Washington, leur premier président. Il repose, selon la définition de Montesquieu, sur la vertu. L'«idéisme» d'un Woodrow Wilson, formulant en 1918 ses «quatorze points», était rigoureusement en accord avec les motivations profondes des Américains.

1-2-1 L'unipolarité est donc leur milieu naturel. Contrairement aux Européens, ils n'y trouvent rien d'anormal. L'idée d'un déséquilibre et donc, celle de contrepoids, qui leur est si chère à l'intérieur, n'a pas de sens pour eux à l'extérieur. La notion traditionnelle d'équilibre des pouvoirs qui domine toute l'histoire diplomatique du continent européen leur a toujours paru passiste. Elle ne vaut qu'entre régimes non démocratiques. La philosophie classique américaine, fidèle à Montesquieu, a toujours soutenu que les démocraties ne se font pas la guerre. La puissance exemplaire n'a donc pas d'égale au monde, pas plus que de rivale. Elle n'en imagine pas et fera tout pour qu'il en soit ainsi à vue humaine. Là réside une autre de ses contradictions, car elle est bien du même coup une politique de puissance.

1-2-2 Ces vues éclairent les relations que les États-Unis ont toujours eues avec l'Europe. Les Américains ne peuvent pas comprendre que la construction européenne soit inspirée par l'idée de leur faire équilibre, *a fortiori* de rivaliser avec eux. Contrairement à la politique traditionnelle de l'Angleterre sur laquelle Brzezinski, ancien conseiller à la Sécurité du président Carter, sur son «grand échiquier» eurasiatique, voudrait modeler la politique américaine postérieure à la guerre froide, les États-Unis ne souhaitent pas a priori diviser le Continent. Ils ont soutenu le Marché Commun, puis l'Union européenne, mais toujours sans concevoir qu'il puisse y avoir contradiction, ni avec le modèle américain (les États-Unis d'Europe), ni avec le libre-échange, ni avec l'Alliance Atlantique.

1-2-3 *A fortiori* le monde multipolaire conçu par Kissinger sous la présidence de Nixon n'a-t-il pas le même sens que celui que lui donne aujourd'hui le président Chirac. Le modèle que le premier tirait du Congrès de Vienne d'un nouveau concert international - peut-être même d'un directoire des affaires du monde - en appelait déjà à de Gaulle. Les choses

ont évolué depuis 1958. L'interprétation de plusieurs observateurs, qui consiste à nouer des jeux et des renversements d'alliances, voire à organiser une sorte de front commun qui ferait contrepoids aux États-Unis, suffit à confirmer les Américains dans leur conviction qu'un monde multipolaire, s'il n'était pas une illusion, serait un monde aussi dangereux que l'Europe du XIX^e siècle revue par Bismarck, et porterait en germe les risques d'une grande guerre contrairement au monde unipolaire. Partisan de la *Realpolitik*, Kissinger faisait d'ailleurs une distinction entre puissances mondiales et régionales et situait la France parmi ces dernières. Parmi les Grands, un seul en réalité intéresse Kissinger: la Chine. On y reviendra.

Les États-Unis sont solitaires, mais ils ne supportent aucun rival. «Ils veulent jouir des fruits de la puissance sans avoir à pâtir des conséquences normales de son exercice» (Tucker et Hendrickson, à propos de la politique étrangère de Thomas Jefferson, le second président des EU). Entre leurs intérêts nationaux et les valeurs universelles, ils ne conçoivent aucune contradiction. Là où d'autres verraient des conflits, ils présupposent l'unité. Confronté aux réalités, leur optimisme fondamental est cependant quelque peu mis en question. Il ne leur donne plus de clé pour l'action dans le monde. Le retour en cohérence passe par une déchirante révision, celle de leur vision de l'universalisme.

II- La dialectique du proche et du lointain

Une politique étrangère américaine se doit d'être cohérente avec les évolutions intérieures aux États-Unis et avec les relations économiques qu'ils entretiennent avec le reste du monde. L'erreur des années 1920 à 1940 ne fut pas tant le retour à un isolationnisme - qui d'ailleurs ne fut pas absolu, car les États-Unis participèrent aux conférences de désarmement et intervinrent sur le continent américain - que la contradiction de leur politique européenne entre le libre mouvement des capitaux privés américains vers l'Allemagne et l'absence de garanties de sécurité à la France et à l'Angleterre, à qui ils réclamaient encore leurs dettes de guerre ! Ils portent ainsi une lourde responsabilité dans la dépression de 1930 qui favorisa la montée de Hitler. Les Américains se souvinrent de leur erreur en 1947, quand ils couplèrent le plan Marshall et le maintien des forces américaines en Europe.

A l'heure de la globalisation, la tentation serait grande de laisser à nouveau les capitaux et les marchandises circuler librement sans établir un lien avec la politique étrangère et de sécurité. En admettant même que leurs intérêts nationaux se ramènent à leurs intérêts économiques selon le motif fameux: «Ce qui est bon pour General Motors est bon pour l'Amérique» - ce qui n'est d'ailleurs plus vrai s'il l'a jamais été - il faudrait encore hiérarchiser leurs intérêts et rompre avec la fausse logique de l'universalité.

Le fondement de cette discrimination est pourtant traditionnel, puisqu'il a été clairement exposé par le secrétaire d'État et futur président John Quincy Adams en 1821 :

«Partout où l'idéal de liberté et d'indépendance a été ou sera déployé, il y aura le cœur (de l'Amérique), ses bénédictions et ses prières. Mais elle ne va pas à l'extérieur chercher des monstres à détruire. Elle encourage la liberté et l'indépendance de tous. Elle ne défend et ne fait valoir que les siennes.»

Pour dépasser la contradiction entre la nation et le monde, les intérêts et les valeurs, il faut donc distinguer deux politiques étrangères américaines, l'une qui sort en quelque sorte de la politique intérieure, l'autre qui continue d'être imposée par la situation mondiale ; ou plus philosophiquement, l'une pour soi, l'autre en soi ; l'une plus subjective, l'autre plus objective.

II-1 Retour à Monroe

La doctrine formulée en 1823 par le président James Monroe, dont Adams était le secrétaire d'État, a été conçue pour s'opposer à ce que le «système européen» - alors celui de la Sainte Alliance du concert de Vienne dont Kissinger fait si grand cas - s'étende aux colonies espagnoles d'Amérique, en le qualifiant de «menace pour la paix et la sécurité» des États-Unis : dans les mêmes termes que le chapitre VII de la Charte des Nations Unies aujourd'hui. Cette déclaration est considérée comme le début d'un réel impérialisme du Nord sur le Sud, à commencer d'ailleurs à l'intérieur des États-Unis par la guerre de Sécession, pour se poursuivre en Amérique centrale, dans les Caraïbes et en Amérique du Sud, spécialement durant le pseudo-isolationnisme des années vingt à quarante.

La fin de la guerre froide a redonné la priorité à l'intérieur sur l'extérieur. Quand il n'y a plus d'ennemi extérieur, l'ennemi est à l'intérieur. C'était déjà l'idée de l'ambassadeur Kennan. Dans une politique d'endiguement, le vainqueur sera celui qui résistera le mieux à l'intérieur. L'effondrement de l'Union soviétique lui a donné raison : il fut intérieur. La «victoire» a pour conséquence aussi de «libérer» intérieurement les États-Unis (et, par voie d'extension, tout le camp occidental). Leur cohérence intérieure commence donc à poser problème. Comme à l'Est, les problématiques oblitérées par la guerre froide se réveillent. Ce sont d'abord celles de proximité. On en revient à cette loi que définissait Napoléon : «la politique d'un État est dans sa géographie».

II-1-1 La géographie des États-Unis est en pleine mutation. Pour la première fois depuis la guerre de Sécession, son unité intérieure fait problème. Le problème noir n'avait pas de dimension internationale. L'immigration latino, qui va constituer, d'ici 2020, 22% de la population contre 10%

aujourd'hui, pose ouvertement le problème de la frontière sud. C'est peu dire que les relations avec le Mexique vont redevenir la priorité de la politique américaine. L'ancien secrétaire d'État à la Défense, Caspar Weinberger, en fait déjà l'hypothèse de la «prochaine guerre». Plusieurs fois dans l'Histoire, depuis la guerre mexicaine de 1846-8, les troupes américaines sont déjà entrées en territoire mexicain et sont même allées jusqu'à Mexico. L'accord de libre-échange nord-américain dit NAFTA a encouragé une forte délocalisation qui a créé des emplois de l'autre côté de la frontière. Il a aussi eu pour effet de réorienter le Mexique vers le nord, accusant les déséquilibres intérieurs. La stabilité du Mexique tend à reposer trop exclusivement sur les revenus des immigrants et ceux du trafic de drogue qu'il est normalement de l'intérêt national américain de limiter au maximum, au risque d'un nouvel effondrement bancaire et monétaire. Ce qui vaut pour le Mexique vaut pour les Caraïbes, l'Amérique centrale et la Colombie. Dans ce dernier pays, l'engagement militaire américain grandit de jour en jour à tel point qu'on n'exclut plus un débarquement.

Au nord, NAFTA a sans doute évité la sécession du Québec qui aurait reposé la question des liens entre le Canada anglophone et les États-Unis. C'est la composante francophone qui donne son identité au Canada face au grand voisin mais aussi, ne l'oublions pas, aux États-Unis face au Canada. La division du Canada reposerait la question de la «nation» américaine.

Que ce soit au nord ou au sud, le continent nord-américain voit ainsi ses frontières relativisées. Si Empire il doit y avoir, l'éventualité est d'abord intérieure. Le tissu social et national des États-Unis se relâche. La menace est plus subtile, plus insidieuse que du temps des «nations» indiennes ou du problème noir, mais elle n'en est pas moins réelle. L'Amérique aussi subit les effets de la mondialisation. Le terrorisme, comme on l'a vu à Oklahoma, est d'abord intérieur. La défense se restructure pour lutter contre les guerres urbaines.

II-1-2 La mondialisation signifiant éclatement des communautés, multiplication des centres, dispersion des intérêts, les priorités de la politique étrangère américaine comme de toute autre politique étrangère se perdent dans un subtil dégradé impressionniste dès lors que l'on s'éloigne des proches territoires où elle se recentre et se concentre. L'Empire britannique était plus ou moins ordonné selon les sources de matières premières et les marchés de consommation pour ses manufactures. Il a ainsi servi de modèle aux thèses de Lénine sur «l'impérialisme, stade suprême du capitalisme». Le raisonnement a été étendu aux États-Unis pendant la guerre froide, constituant le fonds de commerce du «tiers-mondisme». Il ne correspond plus à la phase nouvelle de mondialisation qui a coïncidé avec la fin du communisme. La thèse de Lénine est globalement invalidée. Même l'islamisme radical a été incapable de la ressusciter.

Subsiste une «zone grise», héritée de l'ère précédente, dans laquelle je situerai le cadre de la guerre du Golfe, dernier conflit de l'Ancien Monde, ou des conflits qui n'eurent pas lieu ces dernières années en Corée ou à Taiwan autour des dernières survivances du communisme asiatique. Même «l'exception israélienne» est appelée à se résoudre, Israël s'étant d'ailleurs très tôt converti à la mondialisation en devenant un des leaders en matière d'Internet et de nouvelles technologies.

II-1-3 Paradoxalement, le recentrage des intérêts étrangers de l'Amérique conduit *de facto* à une multipolarisation du monde. Mais non pas celle des cinq ou six Grands, mais celle d'un éclatement. Kissinger pensait à «déléguer» la responsabilité de l'ordre mondial à plusieurs puissances régionales, par exemple la France en Afrique. Ses successeurs ont pensé à identifier d'authentiques «régionaux de l'étape» comme en Afrique, l'Afrique du Sud et le Nigeria. Les voisins, mis en situation de protectorat, l'ont mal vécu. Plus tard, on a cherché à mettre sur pied des organisations régionales viables. Toutes ces tentatives de structuration du «reste du monde» ne sont réellement inspirées que par la volonté des États-Unis de se retirer de nombreuses parties du monde où, en tant que nation, ils n'ont pas d'intérêt direct ; un retour à la politique définie par John Quincy Adams : des encouragements, des paroles verbales, de la morale, mais on se garde les mains pures, comme Péguy le disait du kantisme.

II-2 La destruction des monstres lointains

L'endiguement – *containment* – tel que défini en 1946 par George Kennan, alors diplomate à Moscou, consistait à tenir l'Union Soviétique à l'écart en attendant que son système intérieur s'effondre. Ce que l'on sait moins, c'est que Kennan, partisan du plan Marshall pour les autres pays échappant à l'emprise de Moscou, était en désaccord avec l'idée de l'OTAN qui, prévoyait-il, allait permettre à Staline de conforter son autorité au sein du système. Très logiquement, il s'opposa au lendemain de la fin de la guerre froide au maintien et à l'élargissement d'une OTAN venant lécher les bords de la Russie en d'inutiles et dangereuses provocations.

La controverse continue aux États-Unis sur le point de savoir ce qui a provoqué effectivement la chute de «l'Empire du Mal». Pour les uns, c'est en effet un effondrement intérieur, les contradictions d'un système incapable de se réformer. Pour les autres, c'est la pression exercée par Ronald Reagan avec son projet de «guerre des étoiles». Il est donc normal que le débat américain aujourd'hui se concentre sur la sécurité et sur la Bombe.

II-2-1 La guerre froide est finie, mais la Bombe est toujours avec nous et elle va le rester. C'est la première grande objection à l'optimisme de «la fin de l'histoire» ainsi qu'à tout retrait du monde tel que le prône le néo-

isolationnisme. On peut concevoir un monde sans armes nucléaires, mais qui dit qu'il serait plus sûr ? Si le tournant dans les relations soviéto-américaines a pu être daté de l'entrevue Reagan-Gorbatchev de Reykjavik en 1986, c'est que pour la première fois, le président américain a été capable de renverser à son profit la logique de désarmement de la Perestroïka. Alors que les Occidentaux se laissaient jusqu'alors entraîner par la mécanique pacifiste de Moscou (qui cherchait à la fois des économies et une Europe neutralisée), Reagan a changé de braquet : il est tout à coup allé plus loin que Gorbatchev, beaucoup plus loin. Vous voulez diminuer nos armements, je vous propose de les supprimer. Comment ? En redonnant au bouclier l'avantage sur le glaive, en inversant la logique de la dissuasion fondée sur l'équilibre de la terreur chère aux dialecticiens européens. On sait ce qu'il en advint.

Le débat de fond a été gommé à la faveur de la fin de la guerre froide sur fond de multilatéralisme. Personne n'en a donc tiré les conséquences. Avec la fin de la guerre froide, qu'est-ce qui s'est trouvé dépassé ? L'idée de Reagan ou celle de Gorbatchev ? Les accords partiels de désarmement ou le système antimissiles ? Longtemps, on a cru devoir poursuivre ce à quoi l'on se refusait sous Gorbatchev, c'est-à-dire le désarmement. Aujourd'hui, c'est l'idée de Reagan qui resurgit aux États-Unis avec le refus du Sénat de ratifier l'accord sur l'interdiction des essais nucléaires souterrains. Il est sérieusement envisagé de reprendre, quoique dans des dimensions plus modestes, *a minima* compte tenu des coûts qui ne seraient pas compris par l'opinion, la construction d'un système antimissiles, non plus dirigé principalement vers la Russie mais «tous azimuts», en raison des progrès de la prolifération dans le monde. Dirigée contre les petits monstres, cette mesure est critiquée au motif qu'elle conduirait à relancer la course aux armements chez les autres Grands, Moscou et Pékin. Qu'en est-il ?

II-2-2 La Russie n'est plus qu'une puissance parmi d'autres. Kennan le disait déjà de l'Union soviétique en avril 1989 ! Le néo-isolationniste Pat Buchanan n'hésite pas à préconiser l'entrée de la Russie dans l'Union européenne. L'éditorialiste Thomas Friedman renchérit et, dans l'OTAN, quitte à clairement européeniser les commandements : un amiral français à Naples, comme l'avait demandé en vain Chirac, un général allemand pour l'armée de terre. Ces vues sont encore minoritaires mais remontent au président Eisenhower qui, dans une camaraderie qui remontait à la seconde guerre, ne nourrissait aucune prévention à l'encontre du général de Gaulle. D'une manière générale, la Russie n'est plus pour les Américains une puissance mondiale mais une puissance européenne. On se méfie de la France qui voudrait utiliser la Russie pour ses rêves d'équilibre et de monde multipolaire. On préfère que l'Allemagne apprivoise l'ours brun et le réintègre dans son environnement naturel géographique européen.

11-2-3 Reste la Chine, à propos de laquelle s'affrontent les partisans de la «porte ouverte» inaugurée dès les dernières années du siècle dernier en réaction contre les puissances européennes, et le Japon, qui se partageaient les dépouilles de l'Empire du Milieu, et les défenseurs de l'endiguement, de Taiwan, du Tibet, des droits de l'Homme etc.. La tendance lourde de la politique étrangère américaine pèse en faveur des premiers. Au rêve américain de nombreux Chinois gagnés au capitalisme et à la mondialisation correspond le rêve chinois des Américains, y compris les opposants au régime actuel de Pékin. L'Amérique, qui avait inspiré la première République chinoise de Sun Yatsen, ne s'est jamais consolée d'avoir «perdu la Chine» en 1949. La guerre de Corée semble aujourd'hui avoir été voulue par Staline pour empêcher un rapprochement sino-américain. Mao, paraît-il, ne souhaitait que renouer avec Washington, ce qui eut lieu avec Nixon (et Kissinger) en 1972 pour prendre Moscou à revers, alors que l'entente sino-américaine se justifiait en elle-même. Démocratiser la Chine, retrouver les chemins de la Sagesse ancestrale derrière une idéologie déjà morte, ou christianiser les Chinois, inonder le dernier grand marché de consommation de plus d'un milliard d'hommes ; la Chine constitue l'ultime frontière de la «destinée manifeste» de l'Amérique. La Chine peut être entraînée dans des guerres hégémoniques en Asie, dans son espace maritime, l'Amérique est prête à lui reconnaître une hégémonie régionale, quitte à relativiser ses alliés japonais, coréens, sud-est asiatiques ou taiwanais. Le débat américain sur la politique chinoise porte sur les modalités, mais la représentation la plus partagée n'est pas celle d'une menace chinoise. Il n'y aura pas de nouvelle guerre froide - ou chaude - entre les États-Unis et la Chine. Le régime conservateur à Pékin peut utiliser la menace américaine pour se maintenir au pouvoir. Il n'ira pas jusqu'à menacer Washington.

Ni la Russie, ni la Chine, à supposer qu'elles le veuillent, ne sont en mesure de relancer la course aux armements. L'inquiétude à ce sujet n'est le fait que des Européens, à commencer par la France, préoccupée par la crédibilité de sa propre force nucléaire.

Conclusion

S'interroger sur la politique étrangère américaine revient à s'interroger sur la politique étrangère française. La première définit par soustraction ce que pourrait être la seconde - voire une politique étrangère et de sécurité commune en Europe. On peut le regretter. Le général de Gaulle avait voulu que la France acquière la bombe atomique afin de pouvoir jouir d'une marge d'initiative propre. L'indépendance de la politique étrangère française était liée à la valeur de la dissuasion globale. La politique de défense européenne ne peut se limiter au renforcement des capacités conventionnelles dont l'opération du Kosovo, après la guerre du Golfe, a montré les limites opérationnelles. La question va se poser rapidement de l'extension à l'Europe

du bouclier antimissiles projeté par Washington et déjà proposé à Moscou et à Tokyo.

S'il ne s'agit maintenant plus que de politique européenne, et notamment au Centre et à l'Est, les Français doivent éviter de donner prise à la rivalité avec l'Allemagne que les Américains exploitent à loisir, comme Brzezinski le révèle dans son «grand échiquier».

Dans le «reste du monde», peut-on et doit-on encore s'affirmer comme puissance régionale de substitution, au moins dans son «étranger proche» comme disent les Russes : le bassin méditerranéen, l'Afrique, voire l'Asie centrale par Russie interposée, c'est-à-dire se construire un ennemi qui ne serait que le nôtre, car il n'est pas celui des Etats-Unis : l'islamisme ?

Nous préférons jouer à fond la carte du multilatéralisme, ce qui est une réorientation majeure par rapport à la période de la guerre froide. Cela ne posait pas de difficulté tant que Washington avec Clinton suivait plus ou moins la même ligne. *Quid* en cas de retour américain à l'unilatéralisme ? La fin de la guerre froide, nous l'avons dit, nous libère autant que Washington de la solidarité transatlantique obligée. Elle devrait nous épargner également l'antiaméricanisme que cette précédente contrainte nourrissait. L'antiaméricanisme n'est pas une fatalité. En tout cas, il n'a plus la même signification dans un monde unipolaire que dans un monde bipolaire. Le temps est peut-être venu que chacun porte sur l'autre un regard nouveau, libre de tout relent d'idéologie, de libéralisme ou d'antilibéralisme ? Peut-on espérer que chacun veuille et puisse se faire comprendre de l'autre selon ses propres catégories de pensée historique ?

La mondialisation de l'Amérique renvoie à la capacité d'influence de chacune des unités constitutives du tout. La question devient : de quels leviers disposons-nous pour faire évoluer la politique étrangère américaine ? Comment pouvons-nous nous introduire dans les arcanes de ce gouvernement mondial qui n'a pas son siège dans les couloirs de New-York-ONU mais à Washington, ou plutôt quelque part entre Texas et Québec, le long du Mississippi - l'ancienne ligne de partage est-ouest sur laquelle avaient un temps veillé quelques serviteurs du roi de France - en réalité, la ligne de communication nord-sud qui constitue désormais l'axe stratégique américain majeur ? Plus latine, moins anglo-saxonne, l'évolution intérieure américaine commande plus sûrement le devenir de sa politique étrangère que d'inutiles gesticulations extérieures d'admiration ou de refus générés par une sorte d'onirisme que la réalité dément chaque jour. Pour espérer compter encore sur la scène mondiale, il nous faut coller au plus près à l'élaboration de la politique américaine dans son ensemble ou choisir de nous en détacher radicalement.

Breve bibliographie récente :

Zbigniew Brzezinski, *Le grand échiquier*, Bayard, 1997

Philippe Grasset, *Le monde malade de l'Amérique, Chroniques sociales*, EVO Bruxelles, 1999

Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*, Payot, 1989

Henry Kissinger, *Diplomatie*, Fayard, 1996

Non traduits :

Patrick Buchanan, *A Republic not an Empire*, Regnery, 1999

George Kennan, *At a century's ending*, Norton, 1997

Robert Kaplan, *An empire wilderness. travels in America's future*, Vintage departures, 1999

Yves Lamarck



sur internet

♦ Notre revue dispose maintenant d'un site internet. On y trouve le sommaire détaillé du dernier numéro paru ainsi que le texte de l'éditorial de présentation de ce numéro, les sommaires de tous les numéros antérieurs de *Cité*, une présentation de notre partenaire l'IFCCE (Institut de formation civique et de coopération européenne) ainsi que tous les renseignements utiles pour s'abonner ou commander des numéros.

♦ Depuis la création du site (en septembre dernier) plusieurs centaines d'internautes sont venus le consulter sans que nous n'ayons fait de publicité particulière. Il est vraisemblable que le nombre de consultations mensuelles soit appelé à se développer d'une manière importante au fur et à mesure que le site sera référencé dans les moteurs de recherche.

♦ Nos lecteurs internautes peuvent contribuer à ce succès en faisant connaître à tout leur carnet d'adresses l'existence de notre site :

<http://altern.org/revuecite>

♦ Nous avons en projet d'améliorer encore ce nouveau moyen de diffusion (en particulier en faisant une table de tous les rédacteurs ayant collaboré à *Cité* - plus d'une centaine !). Toutes les suggestions de nos lecteurs seront donc les bienvenues faites-nous les connaître par courriel :

revuecite@altern.org

Les Pères fondateurs et les constantes de l'idéologie américaine

Michel Bugnon-Mordant

docteur es lettres, professeur de littérature anglaise, est l'auteur de *L'Amérique totalitaire : Les États-Unis et la maîtrise du monde* (Fayre, 1997), et *Sauver l'Europe* (L'Âge d'homme, 2000).

Entre l'image que projette d'elle-même l'Amérique depuis plus de deux siècles et la réalité, les esprits les plus déliés de notre temps ont observé un pathétique décalage. L'attribuer à un regrettable égarement dans son évolution historique, ou au malencontreux oubli de ses principes fondateurs, est habituel mais un peu hâtif.

Il est vrai que les États-Unis, tels qu'ils apparaissent dans les écrits des *Patres Patriae* n'ont que peu de rapport avec ce qu'ils sont effectivement. La démocratie égalitaire, la république exemplaire, la terre de liberté, le lieu d'épanouissement de l'esprit d'entreprise au service de la paix et du bonheur universels, traits majeurs du paradigme idéologique originel, sont fort éloignés du cynisme, de l'arrogance méprisante, de la volonté avouée de dominer le monde qui en constituent l'inscription syntagmatique. A regarder pourtant de plus près l'histoire américaine depuis le milieu du XVIII^e siècle - à déchiffrer, en particulier, les intentions de ses Grands Hommes - on s'aperçoit, comme l'a écrit en 1967 Connor Cruse, que «l'Amérique est une nation qui se ment à elle-même sur son identité et sur sa qualité».

Une «Cité sur la colline»

En fait, les vertus prônées par les Pères fondateurs étaient tout sauf exemplaires et démocratiques, et les tares qui font des États-Unis actuels le pays le plus nuisible et dangereux pour la paix imprégnaient déjà la vision du monde et le discours des héros de la guerre d'Indépendance.

L'ère des Pères fondateurs commence avec George Washington et se clôt avec James Monroe, l'année où l'élection d'Andrew Jackson à la présidence (1829) tourne une page d'histoire. A la vision aristocratique de la branche virginienne des Pères de la Patrie succède celle de «l'homme

ordinaire» dont parle Tocqueville dans *De la démocratie en Amérique* (1835). S'il existe entre les deux un écart indéniable, il n'y a cependant pas rupture. Parallèlement à la tendance aristocratique et nostalgique de l'Angleterre des *squires* et des chasses à courre, la période jacksonienne s'oriente de plus en plus vers une république de masse obnubilée par une double réussite : économique d'abord, car il s'agit de s'enrichir par tous les moyens pour accéder à la classe des propriétaires ; mystique ensuite, puisqu'il convient d'accomplir la promesse du gouverneur John Winthrop : construire la «Cité sur la Colline» qui imposera au reste de la terre son modèle par la parole, le commerce et, si nécessaire, par la force militaire.

Pour peu que l'on additionne les traits essentiels qui caractérisent chacun des trois groupes de colonies qui, à la veille de la guerre d'Indépendance, préfiguraient la nation à venir, on constate que les principes essentiels perdurent. Le groupe méridional (Maryland, Virginie, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Géorgie) est ploutocratique, désireux de transplanter dans le Nouveau Monde le modèle aristocratique et bourgeois de l'Angleterre peinte par Gainsborough et Reynolds. Celui du Nord (Nouvelle Angleterre, Rhode Island, Massachusetts, New Hampshire, Connecticut) est puritain, intolérant et théocratique, mâtiné de commerce et d'appât du gain. Les colonies du Centre (New York, New Jersey, Pennsylvanie, Delaware) réunissant Scandinaves et quakers, sont anglo-saxonnes et religieuses. Toutes s'assembleront contre l'Angleterre qui les exploite, et composeront le subtil mélange dans lequel baignent les États-Unis modernes : mentalité marchande, intolérance puritaine, conscience d'une communauté anglo-saxonne par le sang, haine du politique en tant que garant du bien commun et de la chose publique, inclination pour une «république» réservée aux possédants, tendance à préférer le langage des armes à celui de la négociation lorsque l'intérêt national est en jeu.

Leur conception marchande, doublée d'un juridisme vétilleux tissé à l'aune des contrats de commerce, leur sens de la supériorité anglo-saxonne, leur refus de transiger avec la notion selon laquelle seul celui qui possède quelque chose est en droit de commander, caractérisent autant Hamilton, avocat à succès, que Jefferson, Washington et Franklin, tous grands spéculateurs et propriétaires. Nul hasard dans le fait que la colonne vertébrale des Pères fondateurs est virginienne. Thomas Jefferson (1743-1826), imposant propriétaire foncier, juriste éminent, membre de l'une des quatre cents familles qui dirigent l'État de Virginie, concevra une Constitution dont le but est de perpétuer la hiérarchie sociale de sa terre d'origine. À l'aristocratie terrienne installée au sommet de la pyramide, dont les décisions s'appliquent aussi bien aux Blancs non propriétaires, pourvus de droits nominaux mais dépourvus d'influence, qu'aux Noirs qui n'ont ni influence ni droits nominaux, doit correspondre une future Amérique agrarienne, décentralisée et en aucun cas démocratique. Aussi n'est-il rien que Jefferson

craignit davantage que l'avènement possible d'un prolétariat industriel susceptible de menacer la sacro-sainte propriété privée. Le pays qu'il imagine est un pays de cultivateurs et de planteurs, proches d'une nature innocente, elle-même ombre portée du jardin d'Éden qu'une «aristocratie naturelle» régira pour le bonheur de tous. La vision de John Adams est, elle aussi, d'une terre américaine «théâtre où l'homme doit atteindre sa véritable stature, où la science, la vertu, la liberté, le bonheur et la gloire doivent s'épanouir dans la paix». Pour Jefferson comme pour Adams, l'Amérique est gage d'authenticité, de vérité, tandis que ce qui n'est pas américain est falsifié, détourné. Là est le paradigme fondateur, à la fois de la mission des États-Unis, qui est d'imposer au monde son modèle, et du devoir des autres nations qui est de s'y soumettre.

Commerce et conquête

C'est John Adams qui affirmera que «la passion de s'agrandir est la loi suprême de l'homme dans la société» ; d'où l'inéluctabilité d'une extension de la nation américaine et la nécessité de maintenir flou le tracé des frontières. La Louisiane une fois acquise (1803), la Floride extorquée (traité Adams-Onís, 1819), les territoires indiens volés, le Texas, la moitié du Mexique, la Californie, Cuba, Porto-Rico, Guam intégrés de force à l'empire, le panaméricanisme, tantôt sous-entendu tantôt hautement proclamé, finit par aller de soi.

A l'abri de hautes et solides barrières douanières, la conquête économique s'accomplit, appuyée parfois par des expéditions militaires. Car le projet protectionniste encore actuel, dissimulé sous une myriade de subsides et un sabotage systématique de toute concurrence internationale¹, est déjà défini par Alexander Hamilton (1757-1804), porte-parole des Fédéralistes. Pour lui, le mur érigé autour des États-Unis a pour objectif de permettre à l'esprit d'entreprise, qui met l'Amérique au-dessus des autres peuples, de se développer. Il s'agit d'inciter les citoyens à faire fructifier leurs propres affaires, la somme des intérêts particuliers étant censée servir l'intérêt général. L'accroissement des richesses constitue le socle matériel permettant à l'Amérique d'imposer au monde sa loi et son mode de vie. L'Amérique de Hamilton est loin d'être démocratique, même si elle n'est pas l'aristocratie agrarienne de son adversaire Jefferson. C'est l'Amérique des gens «riches et bien nés», authentique ploutocratie qui, aujourd'hui, a essaimé un peu partout. Les deux grandes parties du pays y ont toujours trouvé leur compte. Le Nord industriel vendait aux planteurs du Sud les esclaves dont ils avaient besoin et en recevait les matières premières indispensables à la manufacture de produits finis. Nul état d'âme, en l'occurrence, puisque sont ancrés dans les cœurs, justifiant les comportements, les grands idéaux calvinistes.

■ 1. Cf. Rémi Kauffer, *L'arme de la désinformation : Les multinationales américaines en guerre contre l'Europe*, Grasset, 1999.

Composante fondamentale de l'idéologie américaine, le calvinisme s'appuie notamment sur deux textes qu'il est instructif de relire. Le premier (Éphésiens, II, 8) affirme : «Car c'est bien gratuitement que vous êtes sauvés moyennant la foi ; et cela ne vient pas de vous, c'est un don de Dieu ; ce n'est pas par les œuvres, en sorte que personne n'ait sujet d'en tirer vanité. Nous sommes son ouvrage, créés dans le Christ Jésus en vue des bonnes œuvres que Dieu a d'avance préparées pour que nous les exercions.» Inutile, donc, d'espérer retirer quelque mérite de nos efforts personnels si Dieu ne nous a pas envoyé la grâce de la Rédemption. A quoi le second texte (Jean, VI, 44) souscrit, précisant que «personne ne peut venir à moi si le Père qui m'a envoyé ne l'attire ; et moi je le ressusciterai au dernier jour.» Messages effrayants, puisqu'ils impliquent la prédestination. Or Dieu s'est choisi non seulement des élus mais un peuple, chargé d'apporter au monde la vérité.

La plupart des habitants des colonies sont anglo-saxons et germaniques (Anglais, Écossais, Allemands, Scandinaves, Hollandais), quoique figurent parmi eux des huguenots français. Leurs qualités en font un bloc compact. Aux puritains chassés par la réaction anglicane, notamment sous Jacques I^{er}, aux anglicans et aux catholiques que repoussaient l'hostilité puritaine ou la subordination de l'économie au politique sous Jacques I^{er} et Charles I^{er}, se sont joints des protestants français frappés au cœur par la révocation de l'Édit de Nantes (1685). Tous venaient commencer une nouvelle vie, débarrassée des empiètements de l'État sur leurs intérêts privés. Le roi d'Angleterre décapité en 1649 à la suite de la guerre civile, fermement opposé à la bourgeoisie marchande, refusait de remettre les affaires du royaume «aux bouchers et aux boutiquiers». Louis XIV craignait pour l'unité du royaume en voyant les places fortes que le bon roi Henri IV avait dû concéder, entre autres, au parti protestant ; au sommet de sa grandeur, le Roi Soleil était décidé à ne plus tolérer les risques de cette dissidence, ni une religion dont la présence «défigure l'État» et à laquelle la majorité de la population est hostile. L'exode regrettable, puisqu'il privait la France de 300.000 citoyens parmi les plus capables, mène ces marchands, fils de famille, paysans, entrepreneurs, à Genève, en Hollande, à Berlin - étapes, dans bien des cas, vers une Amérique synonyme de liberté. Terre du peuple élu, les espaces d'outre-Atlantique permettent de s'enrichir en s'occupant de son propre intérêt, puisque la relation à Dieu est individuelle. Une prospérité accomplie est signe que la Providence approuve nos actes.

Lieu béni pour ces disciples de Luther, Calvin, Farrel, Théodore de Bèze, que l'Amérique des Pères fondateurs. La société libérale qu'ils souhaitent est là : société libérale de marché, s'entend, dont les normes, auxquelles nul n'échappe, sont dictées par les propriétaires, les possédants. Tous gardent en mémoire une contradiction essentielle qui détermine l'avenir : l'Amérique est une terre de rupture avec un passé de corruption, cette Europe haïe, qui s'est détournée du droit chemin, mais dont elle se

voudrait néanmoins la relève, la continuation. Le Vieux Monde a failli dans l'exécution du plan divin que le Nouveau a pour tâche de remettre en œuvre pour «commencer la vraie histoire humaine». Dès lors, ce qui est bon et vrai pour l'Amérique est bon et vrai pour le monde, qu'il en soit ou non conscient, qu'il soit prêt ou non à se soumettre. L'Amérique, écrit Paine, est née pour régénérer l'Ancien Monde, elle a établi des droits pour tous les hommes, ce qui lui fait un devoir d'accomplir une mission universelle.

Par ailleurs, aucun des Pères fondateurs ne nie les principes lockiens et rousseauistes. Le contrat social paraphé en terre américaine ne fait que garantir les droits naturels, ceux de «l'État de nature». Peu importe que cet État soit la jungle, le lieu, comme l'a si justement décrit Hobbes, de «la lutte de tous contre tous». L'État politique n'a pour tâche que de garantir la propriété, droit fondamental d'une nation d'individus unis par une même vision du monde, une même *épistémè*. Qu'ils soient blancs, anglo-saxons et protestants ne gêne en rien ceux qui la partagent. Ce darwinisme social avant la lettre n'empêche pas que le germe d'un nouvel Empire soit planté, que l'espace, sécable en lots qui appartiennent au premier qui les occupe, esquisse un territoire aux frontières floues, appelé à s'étendre à l'infini au gré d'un intérêt collectif bien compris, c'est-à-dire au service des propriétaires. En 1811, déjà, Jefferson considérait que les luttes antiespagnoles en Amérique latine étaient un signe de Dieu, la preuve que l'emprise des États-Unis sur l'ensemble du continent participait d'une logique providentielle. Monroe et le Congrès, dans le même élan, s'empressaient de reconnaître les colonies soulevées, établissant la Doctrine selon laquelle les États-Unis devenaient les tuteurs des nouvelles nations. John Adams s'empressait alors d'affirmer qu'avant qu'il soit longtemps, nulle possession britannique ou espagnole sur le continent n'échapperait à la mainmise américaine ; ensuite viendrait l'Europe. «L'Europe, écrivait Thomas Paine, est notre marché commercial» ; ainsi débarrassés de ceux qui encombrant le continent américain, les États-Unis se feront conquérants.

Washington et Franklin

Commerce et conquête. Voilà les deux mamelles de la future politique d'expansion. Le propriétaire George Washington (1732-99), le «chasseur de terres», celui qui, avec Jefferson et Benjamin Franklin (1706-90), fit monter le prix du sol jusqu'à le mettre hors de portée de qui n'était pas immensément riche, grandit avec la conviction que l'on gère un pays comme un domaine. Il est vrai que lorsqu'il rejoint son demi-frère, marié à une Fairfax, à Mount Vernon en 1747, le «bon garçon, sain, sérieux et pondéré pour son âge», ne tarde pas à obtenir de Lord Fairfax la surveillance de la propriété. La gestion des terres et des dépendances, la chasse, l'art de la guerre, et la méfiance envers les Français, formeront son esprit. En 1759, il

épouse Martha Custis, jeune veuve fort riche. Il hérite bientôt Mount Vernon, ce qui fait de lui l'un des hommes les plus riches d'Amérique. Les victoires obtenues lors de la guerre d'Indépendance mettent en évidence ses talents d'organisateur et meneur d'hommes et lui valent une stature de héros dont l'Amérique a grand besoin. Il engage sa fortune en spéculant sur les terres de l'Ouest, la colonie de Virginie - avec les structures figées de son aristocratie foncière - lui servant de modèle pour affermir la nation dont il préside les destinées dès 1789. Ces années de lutte lui ont de plus enseigné que la neutralité est une arme redoutable qui permet, sans s'engager, d'influer sur l'histoire des autres.

D'où le malentendu né dans les esprits qui ont lu distraitemment le célèbre «Discours d'adieu» de 1796. Ne contractez point d'alliances contraignantes, conseille Washington, ne vous mêlez pas de politique internationale mais étendez à l'autre bout de la terre les relations commerciales, maintenez ouvertes les voies maritimes. Avec quelques retouches, le modèle virginien deviendra celui des États-Unis dont la conquête commerciale favorisera l'extension à la planète. Ni Jefferson, ni Washington, ni Franklin, ni les autres fondateurs ne doutent un instant que l'Amérique, après tout, n'est qu'une vaste plantation, que posséder conduit à commander, donc à gouverner, et que gouverner les États-Unis conduit à gouverner la planète. La Révolution américaine, écrit Daniel Boorstin, n'est autre chose «qu'une tentative de préserver les mœurs raisonnables de l'époque», celles que la Virginie a si bien mises à l'honneur. Washington, Jefferson, Madison, Monroe, présidents virginiens, ont conforté le mythe. Le piédestal sur lequel les a installés le début du XIX^e siècle aura servi à deux choses. En premier lieu, à créer du Nouveau Monde une image grandiose, inspirant respect, envie et sentiment d'indestructibilité. En second lieu, il fonde un Panthéon héroïque sur lequel appuyer de futures conquêtes.

Moins flamboyant que les grands Virginiens, Benjamin Franklin est néanmoins symbolique de l'idéologie américaine telle qu'elle s'est construite puis pérennisée. Ayant clairement établi au long de sa carrière combien la parenté de sang entre Anglo-Saxons était essentielle, il fait rapidement l'expérience du succès économique grâce à l'imprimerie qu'il dirige à Philadelphie, puis, après une brouille avec le frère qui lui a appris le métier, grâce au *Poor Richard's Almanac* qui lui vaut, en 1732, une audience considérable. Il lui paraît manifeste, à lui aussi, que «ceux qui ont décidé», les Américains étant, à cet égard, exemplaires. Habile négociateur (il est pour beaucoup dans la décision française de soutenir la rébellion des colonies américaines), favorable comme les autres Pères de la Patrie à une monarchie, structure inconsciente de leur construction politique, il rejoint Webster dans son hostilité à la Révolution de 1789. En effet, Robespierre, Marat, Saint-Just, qui veulent, sinon abattre, du moins limiter la propriété privée, se

posent en ennemis des «droits de l'homme» qui sont censés fonder la communauté mondiale, cette entité appelée à nier et éradiquer toutes différences.

Contrairement à Platon et Aristote qui désapprouvaient l'accumulation superflue des richesses, Calvin a levé l'interdit sur le prêt à intérêt. L'accumulation des biens constitue dès lors, pour l'Amérique protestante, une fin en soi, la consécration de l'effort et du travail, et le propriétaire symbolise l'individu exemplaire qui use à bon escient de son pouvoir, fait preuve d'initiative, d'esprit d'entreprise, et devient digne de figurer parmi le petit nombre des élus habilités à diriger, aussi bien la nation localisée que la nation universelle.

Dans la «chaîne des êtres», les individus industriels et habiles se situent au premier rang, au-dessus des créatures inférieures que sont les Blancs dédaigneux du travail et du commerce, et, à plus forte raison, les Noirs et les Indiens. Sans aller jusqu'à les rejeter dans l'enfer des êtres diabolisés, comme le fit Cotton Mather, Franklin ne cache pas ses *a priori* racistes. Avec la plupart des puritains, il légitime l'esclavage comme une fonction économique, synonyme de profit, et jusque dans l'armée, puisque les soldats noirs épargnent aux Blancs une mort inutile. Avec la majorité des Pères fondateurs, Franklin repousse l'idée d'une mobilité sociale des Noirs, fondée sur le mérite acquis. L'exemple des affranchis de l'ancienne Rome n'a pas cours dans la république américaine, puisque affranchir les esclaves, simple marchandise, équivaut à léser les propriétaires. S'il refuse l'intégration des Noirs et des Indiens, Franklin, prône l'intégration des Allemands, membres indispensables à l'unité de la nation. De même, il se fait l'avocat de la réconciliation avec l'Angleterre - les États-Unis et l'ancienne mère patrie ne formant, par les liens du sang et de l'histoire, qu'un seul peuple.

Doctrine Monroe et supériorité anglo-saxonne

Le préjugé exprimé par Franklin sera repris et concrétisé par Monroe et ses successeurs. Lorsque, selon sa «Doctrine» (décembre 1823), les États-Unis promettent de ne pas s'immiscer dans les affaires de l'Europe et les Européens sont écartés du continent américain, la Grande-Bretagne est sans doute visée au même titre que les nations voisines. Il n'empêche que l'interprétation plus large donnée au postulat de Monroe dans les années 1850-1860, ainsi que le démontre Yves-Henri Nouailhat, prouve que l'expansionnisme américain fait la part belle à la coopération avec l'adversaire britannique. Tout le continent américain est zone d'influence américaine, puisque la défense de l'intérêt national englobe *de facto* celle de l'intérêt continental, mais, durant tout le XIX^e siècle, les navires anglais ouvrent au commerce américain un accès prioritaire au marché latino-américain puis mondial.

La méthode utilisée par les États-Unis dès cette époque n'est pas sans évoquer celle des conquérants vikings entre le VIII^e et le X^e siècles européens. Si les hommes du Nord se résolvait plus volontiers au pillage sanglant, trouvant plus «rentable» de tuer, de rafler tout ce qui avait quelque valeur, puis de mettre le feu, ils n'en privilégiaient pas moins au préalable les négociations, à condition qu'elles fussent rapides. De façon similaire, les Américains favorisent la conclusion de traités, souvent arrachés à l'intimidation, mais, pour peu que leurs intérêts ne soient pas jugés suffisamment garantis, ne répugnent pas à recourir à la force. Un prétexte suffit, quitte à le provoquer : l'explosion du «Maine» en 1898, dans le port de La Havane, qui prélude à l'invasion de Cuba, est encore dans les mémoires.

Habiles manipulateurs et maîtres de la propagande - n'ont-ils pas inauguré la publicité de masse ? - les États-Unis ont réussi à fait oublier qu'ils partagent avec les Britanniques le sinistre privilège d'avoir «inventé» les camps de concentration modernes : les seconds lors de la guerre des Boers, les premiers aux Philippines. Sur la manière dont les Américains y menèrent, en 1901, une de leurs «guerres de libération», le correspondant à Manille du *Philadelphia Ledger* écrit : «Nos hommes ont soumis des prisonniers au supplice de l'eau. Pour l'exemple, ils ont précipité du haut d'un pont des civils qui imploraient qu'on les épargne.» Et cet officier du Kansas, écrivant à sa famille : «Caloocan comptait, paraît-il, 17.000 âmes. Lorsque nous avons quitté ce bled, il n'y avait plus un seul habitant en vie». Un Britannique, témoin des faits, rapporte : «Cette campagne n'a rien d'une guerre. Elle n'est, en fait, qu'un long massacre». Dans les camps américains, il faut qu'on le sache, près de 200.000 Philippins moururent.

L'explication a été fournie depuis - et cela nous ramène aux préjugés calvinistes des Pères fondateurs - par Sven Lindqvist dans un livre remarquable et terrible : *Exterminez toutes ces brutes*². Il démontre qu'Anglais et Américains sont responsables de la théorisation moderne du génocide, légitimée par un sentiment de supériorité raciale inhérent aux Anglo-Saxons.

Dans *Social Statics*, qui date de 1850, le scientifique britannique Herbert Spencer approuvait l'impérialisme meurtrier de ses compatriotes, car il servait la civilisation dont le but est l'élimination des races inférieures de la surface de la terre. Devant un projet aussi grandiose, prétendait-il, on ne pouvait tolérer que se dressât aucun obstacle, même au prix des souffrances (Spencer utilise une expression proche de «dommages collatéraux» mise au goût du jour par de récents bombardements), de la partie de l'humanité qui tenterait de s'opposer au progrès. Les Blancs sont supérieurs à toutes les autres races et, dans la race blanche, les Anglo-Saxons (Anglais, Américains mais aussi Allemands, Scandinaves) sont supérieurs aux autres. Il est donc légitime qu'ils fassent progresser la civilisation, quitte à exterminer ceux

■ 2. Le Serpent à Plumes, 1999.

qui résistent. En Afrique, les Britanniques appliqueront cette théorie. Les *Mémoires* de Winston Churchill fourmillent de détails à propos de centaines de milliers de Noirs rayés du monde des vivants, femmes et enfants compris, par la bonne conscience anglaise.

En 1884, c'est le philosophe allemand Eduard von Hartmann qui reprendra les idées de Spencer et affirmera à son tour que la loi naturelle de l'évolution rend nécessaire l'éradication des races inférieures par la race supérieure, en l'espèce la germanique.

Les ouvrages de Spencer, de Hartmann et d'autres du même type, enthousiasmeront deux personnages appelés, chacun à leur manière, à façonner l'histoire : Adolf Hitler qui, dans sa jeunesse, fut baigné de l'idée de la supériorité de la race germanique, branche majeure de la race anglo-saxonne, et le futur président des États-Unis Théodore Roosevelt, massacreur des Cubains en 1898, dont de multiples passages de ses livres *The Winning of the West* (1896) et *The Strenuous Life* sur la supériorité du peuple américain et son devoir de domination mondiale pourraient avoir été écrits par le futur chancelier du III^e Reich.

La conclusion s'impose d'elle-même. Les Européens qui traversèrent l'Atlantique entre le début du XVI^e et du XX^e siècle, furent en majorité des Germaniques, dont les Anglo-Saxons formaient une sorte de «noyau dur». Pénétrés de la double idée qu'ils étaient : 1) prédestinés, élus par la Providence afin d'ériger en terre américaine une Cité de Dieu qui devait s'étendre ensuite à la terre entière, 2) en droit de donner libre cours à leur instinct d'accaparement des richesses (l'état de nature reste une jungle, même tempérée de bonne conscience par l'Amérique WASP). Signe de reconnaissance et d'élection divines, les Pères fondateurs établirent à la fois un corpus idéologique et une pratique qui peignent le monde aux couleurs de l'individualisme hautain et de l'expansionnisme cynique.

Les dirigeants américains actuels ont hérité d'eux leur idéologie conquérante et missionnaire. Nul ne l'a mieux exprimée que l'un des conseillers les plus agissants de l'actuel Conseil national de sécurité à Washington, Zbigniew Brzezinski. Dans un ouvrage inquiétant, il développe sa conception d'une Amérique triomphante. Dans ce schéma, les Européens se voient attribuer la fonction de «vassaux» et de «tributaires» des États-Unis, «nouvelle Rome». Forte de sa supériorité de peuple élu, l'Amérique est fondée à utiliser «la terminologie abrupte» de l'empire auquel elle succède et à résumer ainsi ses «grands impératifs géostratégiques» : «Éviter les collusions entre vassaux et les maintenir dans l'état de dépendance que justifie leur sécurité ; cultiver la docilité des sujets protégés ; empêcher les barbares de former des alliances offensives.»

Que ce soit par le commerce, comme le conseillait George Washington ou, depuis le milieu du XIX^e siècle, par la conquête sourde ou brutale, la

AMERIKA

république américaine du XXI^e siècle ne fait que mettre en pratique les principes économique-religieux hérités de ses glorieux ancêtres. Si l'Europe se déterminait enfin à se prémunir contre leurs effets, sans doute serait-elle bien inspirée de renverser d'abord de leur piédestal les Pères fondateurs d'une ploutocratie devenue, en un peu plus de deux siècles, mondiale et tentaculaire.

Michel Bugnon-Mordant

Deux regards français sur les États-Unis

Bertrand Renouvin

ancien membre du Conseil
économique et social, directeur
politique de «Royaliste».

A la longue liste des ouvrages qui nous aident à comprendre les États-Unis, j'ajoute deux études, discrètement publiées et aujourd'hui ignorées. L'une a été rédigée par un philosophe, qui me l'avait indiquée au fil d'une conversation sur... l'Allemagne. J'ai découvert l'autre, signée d'un historien, en parcourant une table des matières.

Le philosophe, trop peu connu, s'appelle André Dorémus, et l'historien, Pierre Nora. Je prends la liberté de les réunir dans un même exposé parce qu'ils ont plusieurs points communs.

Ces deux Français ont des États-Unis une connaissance approfondie et publient leurs réflexions pendant la même période : au milieu des années soixante, en pleine guerre froide, mais sans que la rivalité entre l'Est et l'Ouest altère les jugements et frappe de désuétude les conclusions. Au contraire. L'un et l'autre document que je résume et cite, faute de pouvoir les publier intégralement en raison de leur longueur, témoigne d'une intelligence de l'ensemble du phénomène américain qui nous permet, me semble-t-il, de mieux le saisir dans son actualité, dix ans après la fin de la confrontation entre le «monde libre» et le «camp socialiste».

*

Proclamée à tous vents, la «victoire» des occidentaux, donc des États-Unis, semble permettre l'unification d'un monde désormais soumis aux lois du Marché. Cette opinion commune aux élites américaines et ouest-européennes procède d'analyses convergentes : tandis que les dirigeants européens considèrent les États-Unis comme un prolongement tellement réussi de l'Europe qu'ils seraient devenus le modèle et l'idéal de celle-ci, les Américains sont persuadés que leurs modes de vie et de production valent pour le monde entier – l'effondrement du système communiste transformant cette conviction en évidence.

Or cette conception unifiée et unifiante des relations entre l'Europe et les États-Unis semblait déjà problématique à Pierre Nora et à André Dorémus, en un temps où la solidarité avec les États-Unis semblait répondre, pour la plupart des intellectuels non-communistes, à une nécessité vitale. Pour leur part, nos deux observateurs n'hésitaient pas à relever des divergences, des antinomies et des points de rupture portant sur l'essentiel : identité, manière d'être, modes d'existence dans le monde, conceptions de l'espace et du temps, vision de l'histoire et regard sur l'homme.

Mémoire et oubli

Commençons par le plus connu, ou qui paraît tel : la terre d'émigration, la conquête de l'Ouest, mille fois évoquées par le cinéma. Ces images nous sont familières, mais les réalités qu'elles reflètent ne le sont pas. Les États-Unis ne sont pas un «pays d'immigration» comme tant d'autres, car l'immigration est constitutive de leur sociologie et de leur histoire :

«Ils [les immigrants] n'ont pas infléchi par un apport extérieur la signification d'un passé qui préexistait à leur arrivée. D'où qu'ils soient, c'étaient des "immigrants" et la généralité du terme dont on uniformise le nouveau venu prouve l'américanisme du point de vue. Une société fondée sur des principes a besoin de se différencier dans les faits. Mais le bagage mental des différentes minorités est ici moins important que le magasin où la majorité s'approvisionne : la mémoire collective américaine est une mémoire d'adoption.» (P.N., 63).

Cette mémoire a été constituée au XIX^e siècle, lorsque les diverses écoles historiques (providentialiste et puritaine, naturaliste et patricienne, nationaliste et romantique) ont été réunies dans une histoire officielle qui a fourni l'idéologie des célébrations du Centenaire de la naissance des États-Unis :

«(...) discours, manuels et publications officielles offrent aux grandes vagues d'immigrants au passé brutalement interrompu l'attrait d'un passé continu, nécessaire et sans faille, un enchaînement majestueux de causes et d'effets naturels marqué d'une éternelle nouveauté, un passé dont la vertu essentielle, depuis les premiers pionniers et les Pères Fondateurs, était d'apporter la promesse et l'explication de la supériorité de leurs descendants.» (P.N., 61).

Cette vision normalisée d'une histoire linéaire contredit totalement notre conception de l'histoire : «Le temps de l'Europe est celui des continuités rompues, nous vivons une durée qui plonge "dans la nuit des temps", intimement marquée par la notion de cycle. Le temps américain, qu'il soit habité par une productivité divine, naturelle, ou mécanique, est à sens unique. Il peut connaître des arrêts ou des accélérations, il ignore les naissances et

les renaissances, les grandeurs et les décadences. La succession des empires et des dynasties, la numérotation des régimes et des républiques lui sont étrangères. L'Amérique ne se recommence pas.» (P.N., 61).

Et l'historien français d'observer que ses collègues d'outre atlantique sont voués à un rôle de second plan, car une interprétation statique de l'histoire favorise l'impérialisme des nouvelles sciences sociales (psychologie, sociologie) qui portent sur les traits généraux et particuliers de l'*american way of life*, plus intéressants à examiner que la matière historique. Encore faut-il préciser que cette matière n'est pas historique au sens européen du terme : l'historiographie américaine ne relève pas du domaine de la connaissance et ne s'inscrit pas dans une problématique de la vérité et de l'erreur : le passé est un bloc, qui forme le socle de l'identité américaine – laquelle doit toujours être contée de la même manière afin que les immigrants récents s'intègrent aux plus anciens pour construire l'avenir commun.

C'est pourquoi l'exigence du Nouveau doit toujours s'accompagner d'une référence au Passé : par exemple la «Nouvelle frontière» chère à Kennedy. Le passé américain n'est pas examiné, réévalué, mais vécu à travers une succession d'images répétitives – celles du cinéma, des hauts lieux de la nation – destinées à la consommation de masse : «La fonction mythologique est donc la conséquence naturelle de cette mémoire immigrée et son attribut le plus nécessaire» (P.N., 64). Comme les pires événements (la guerre civile) finissent par être présentés comme des romances (la guerre civile selon *Autant en emporte le vent*) cette histoire est heureuse, et même doublement, puisque les Américains célèbrent deux âges d'or : le passé imaginaire américain auquel il n'ont pas participé, le passé d'une Europe imaginaire dont ils ont été exclus.

Cet âge d'or européen, tel qu'il est rêvé par les Américains, n'est pas une reconstitution procédant d'un tri entre les bons et les mauvais souvenirs – ces derniers étant effacés. A proprement parler, il n'y a pas ou plus de mémoire américaine de l'Europe, mais un oubli ou un rejet volontaire de ce qu'il fut et de ce qu'elle est. André Dorémus commence son article par l'examen de cette donnée qui nous permet de comprendre comment le destin de l'Amérique s'articule à l'histoire du monde : «Le propre de l'Amérique – cas unique dans l'histoire – est d'être tout le contraire de l'irruption du cosmique dans l'histoire : la volonté délibérée de quitter l'histoire pour la refaire accordée au monde.» (A.D., 52). Ce point est capital car l'histoire en tant que telle est une création humaine librement continuée, alors que la conception destinale implique la fatalité (le *fatum* de la Rome païenne), le déterminisme ou la mission assignée une fois pour toutes et à jamais. En ce sens, l'Amérique est étrangère et hostile au souci proprement politique : «Sa volonté politique se nie comme spécifiquement politique parce qu'elle

ne s'affirme ni en son principe, ni en son départ, du moins, face à telle ou telle entreprise particulière, mais face à toutes les entreprises politiques tentées jusque-là, et comme la croyance à la possibilité d'édifier une cité terrestre par la seule maîtrise de la nature.» (A.D., 53).

La mentalité collective américaine est tout aussi délibérément antihistorique, d'une manière qu'il faut préciser : «Non seulement les premiers Américains ont oublié l'histoire de l'Europe, mais ils ont voulu l'oublier : leur volonté fut de construire une histoire sans histoire, une sorte de cité intemporelle, réduisant l'histoire européenne à une suite d'accidents scandaleux pour la raison, accidents au regard de la réalité qui avait bien plus d'épaisseur, du moins à cette époque-là : la nature.

«Le rôle capital que la religion a joué dans les débuts de l'Amérique – un mélange de puritanisme centré sur le dialogue individuel de l'âme avec Dieu, et d'une sorte de religion naturelle qui substituait le cosmos au temps et à l'autorité des dieux, avec sa fonction de justification de la mission que se sont donnés les Américains, ajoute encore à la compréhension de la croyance que ceux-ci ont eue de pouvoir construire une cité idéale.

«Ainsi s'organisent les trois éléments de cette antihistoire qui est aussi une reprise de l'histoire : on construira une cité entièrement neuve ; en s'appuyant sur la seule raison qui permettra de réaliser enfin dans les faits ce que les idéologies n'ont fait que maintenir au niveau d'images pour lesquelles les hommes s'entretuaient ; la maîtrise de l'homme sur la nature remplacera le conflit entre peuples.» (A.D., 53-54).

Cependant, Pierre Nora précise que le rejet américain de l'histoire n'a pas eu lieu immédiatement et d'un seul coup. Longtemps, l'explication des événements marquants s'est faite par une acclimatation des modes explicatifs européens, qu'il s'agisse de l'idéologie de la Frontière, des débats sur les causes de la guerre civile ou sur le New Deal. Mais ces interprétations ont été systématiquement récusées dans les années cinquante : la Révolution américaine a été interprétée comme un enracinement des Américains, et non plus comme un bouleversement, la société coloniale a été regardée comme une dissolution des archétypes européens, le «mythe» du siècle des Lumières a été dénoncé et le New Deal est présenté comme un mouvement salutaire pour l'entreprise et pour le capitalisme, et non plus comme un mouvement à vocation socialiste.

André Dorémus fait le même constat, et élargit la perspective de l'historiographe : «La gageure de l'établissement des États-Unis d'Amérique hors de l'histoire s'ordonne à un retour au cosmique, à un cosmique comme purgé de lui-même de sa propre histoire, de sa création, de sa genèse et somme toute de la genèse de l'homme. L'espace est la vocation naturelle de l'Américain, comme c'est aussi sa vocation d'apporter au monde le premier

type d'homme véritable, le premier avant tous les autres. L'histoire de l'Europe est pour l'Américain la préhistoire de l'organisation de la planète. L'Ancien Monde est marqué au coin de l'infini – cf. la Crise de Husserl – auquel il ordonne son sens depuis qu'il l'a dissocié du cosmos ; le Nouveau Monde comprend sa tâche comme la prise en charge ou la reprise du cosmos détaché de son sens». (A.D., 56).

Aussi l'Amérique se pense-t-elle comme le contraire de la barbarie - à laquelle seraient encore et toujours reliées les sociétés européennes - comme la civilisation elle-même. Mais l'Amérique qui entretient avec bonheur sa relation à un passé définitivement fixé, qui devrait être soulagée de cet arrachement à l'Europe barbare, vit dans l'inquiétude sur ses vastes espaces.

Inachèvement

Les Américains vivent leur entreprise collective sur le mode de l'inachèvement : «L'Amérique n'est ni se conçoit achevée, elle se veut au contraire délibérément un *unfinished business*, et une certaine confusion est ainsi entretenue entre la construction de l'Amérique et la réalisation de la cité idéale. Aussi, de son point de vue, porter atteinte à une certaine conception du monde est directement porter atteinte à l'existence même de l'Amérique. Toute l'histoire et tout le drame des U.S.A. au terme de cette histoire tiennent tout entiers dans la contradiction initiale où ils se sont enfermés d'avoir voulu se construire à partir de principes universels, mais avec un esprit empirique. Les *Founding Fathers* ont voulu faire les choses bien, ils ont voulu le meilleur pour leur pays, mais ils l'ont voulu empiriquement, acceptant de concevoir la réalisation définitive comme une chose lointaine, les principes sur lesquels ils s'appuyaient s'invertissant pendant ce temps en idéal à réaliser, idéal où s'identifiaient ainsi l'Amérique à faire et l'ordre du monde, un ordre non exempt d'une certaine allure mythique, chargé, à défaut de conviction religieuse, d'une autojustification volontariste : ce qui est bon pour l'Amérique est bon pour le monde, et réciproquement». (A.D., 57).

C'est de cette contradiction initiale entre l'empirisme radical et la mythologie américaine que procèdent les contrastes violents qui marquent les États-Unis :

- Cette société inachevée est en même temps celle qui cultive la valeur de l'excellence. Cela signifie qu'il faut être le meilleur dans la vie, c'est-à-dire dans le mouvement qui n'a pas pour finalité l'édification d'un pays, mais «la victoire sur la vie, sur la nature, sur les autres» - victoire qui peut être à chaque instant remise en question. Tel est l'idéal de la compétition, qui est naturellement à lier à la conception américaine de l'activité productive : «L'inachèvement est celui de la production, parce qu'il y a

toujours du champ devant soi pour produire davantage et différemment. Produire tient lieu de racines. L'existence des États-Unis coïncide avec la production de la production. On peut seulement craindre que cette foi en l'inachèvement ne masque en réalité un processus de fuite.» (A.D., 67).

- Cette fuite se traduit par un activisme débridé, qui se concrétise dans la multiplication des exploits. «On reste plus sensible à la prouesse qu'à la simple mais solide réalisation. On a besoin de prouesse plus que de justice, du culte du héros plus que de sens de la dignité ; il y a dans la sensibilité à la prouesse toute une métaphysique, le mot n'est pas trop fort : c'est une forme de défense contre – et de réfutation de – la médiocrité de la vie, l'absurdité, la déception, la peur ; la cécité aux problèmes humains est en réalité une peur d'affronter le mal en face, de le reconnaître sous toutes ses formes naturelles, absurdité, souffrance, mort. C'est en effet une question inévitable dans ce pays où l'on se réclame tant du sens de la justice, qu'on laisse courir avec tant d'inconscience, pour ne pas dire de cynisme, tant d'injustices que l'on met facilement, trop facilement sur le dos du destin, de la fatalité, ou de l'inachèvement de l'Amérique. Le thème de l'inachèvement sert bien ici de caution ou de justification à cette coexistence de l'idéalisme qu'on profère et revendique, et des irréalités scandaleuses et délibérées » (A.D. 67). Le fait que le mouvement de la vie fasse des victimes est considéré comme une chose tout à fait naturelle. L'éthique de la compétition n'est rien d'autre qu'un darwinisme social, une éthique d'inspiration biologique – la référence à la rationalité servant de couverture.

- Le pays cosmopolite par essence est aussi celui qui se pose en nation modèle : «Le point où l'on cesse d'être étranger aux États-Unis est celui où l'on reconnaît l'université et l'exclusivité du point de vue américain.» (A.D., 61).

- L'approche empirique, classiquement paradoxale, pose en *a priori* qu'il faut exclure tous les *a priori*. Le refus des oppositions duelles, source des conflits qui font horreur aux Américains, les conduit à inscrire leurs relations avec les autres dans un cadre manichéen. Il ne s'agit pas là d'un comportement psychologique ou d'une banale affirmation de la volonté de puissance, mais d'une conséquence rigoureuse et dramatique du refus de l'existence historique : «S'étant voulu hors de l'histoire, leur histoire présente est condamnée à être sans milieu. Ils existent littéralement sur le mode du tout ou rien, au niveau des options, des possibilités, des horizons de référence, et au total, dans le temps quotidien, sur le mode mixte du tout et rien.» (A.D., 61)

La volonté de puissance américaine n'est donc pas le point de départ, mais la conséquence de leur étrange manichéisme : «L'accroissement fabuleux de leur puissance économique, industrielle, technique, militaire est la seule issue de ce tout et ce rien, et en même temps le moyen du

réinvestissement de la contradiction dans un processus circulaire. Tout ou rien est le postulat inconscient de leur philosophie pratique, leur pratique du refus de toute métaphysique, de toute religion, de toute idéologie, de tout au-delà, de tout a priori.» (A.D., 61).

Pierre Nora confirme cette analyse : la foi dans le progrès n'est jamais séparée de la crainte d'un retournement et d'une chute que les historiens américains ont tenté de conjurer en construisant le récit de la mission universelle et progressiste dont les États-Unis seraient chargés. Mais la crainte du retournement a été avivée par la crise de 1929 et les deux guerres mondiales : «Entre la nostalgie d'éternel provincialisme historique et l'irruption frénétique dans l'histoire mondiale, on comprend qu'hommes d'État et diplomates américains éprouvent fortement l'absence d'une marge de sécurité, le sentiment d'un engagement total et irréversible, d'une défaite impossible. Les Américains n'ont à choisir qu'entre le folklore et la croisade.» (P.N., 63).

Ces contradictions pratiques se retrouvent dans le mode de pensée américain, qui balance entre les formes simplifiées et simplificatrices d'une idéologie qui est elle-même la conséquence de la religiosité collective. Le refus américain de l'idéologie vient en effet d'une défiance à l'égard de l'homme qui découle sans doute du puritanisme. Ce refus a trouvé sa justification dans la réussite économique et technique, qui prouve aux Américains la vérité de leur empirisme et leur refus de toute transcendance, y compris celle de l'idée même d'Homme.

En Europe, la pensée technique qui émerge au XVII^e à travers la crise de la pensée religieuse garde des traits de celle-ci, notamment dans les grands systèmes philosophiques qui vont marquer durablement l'ouest européen – à commencer par le kantisme. Au contraire, la sensibilité américaine qui naît à la même époque se coupe totalement du passé religieux. La pensée américaine paraît frappée d'amnésie : elle se maintient dans le rêve que tout est possible, et ignore l'échec, la mort : «ignorance somnambulique» des contrariétés et des contradictions. «Ce qui cautionne cette pensée, ce qui lui donne le sentiment d'être éveillée, c'est le monde, la nature, la matière, l'énergie, l'espace, la vie, et l'homme vu à travers tout cela, mais ce n'est pas l'homme comme tel, ce n'est aucune idée de l'homme transcendante à l'homme américain». (A.D. 70).

Religiosité, sensibilité, philosophie de l'homme et de la nature : les États-Unis forment un monde cohérent et dynamique, qui fonde sa puissance sur la valeur éminente de la société américaine, laquelle augmente la volonté de puissance américaine.

Comme la puissance américaine est destinée à durer, comme elle est plus puissante que les autres puissances, les États-Unis veulent que le monde s'organise en fonction d'eux-mêmes. Mais les Américains assument cette

conséquence d'une manière qui n'est ni unilatérale, ni rationnelle : « Cette manière ne peut être que contradictoire parce qu'ils sont pris dans une inversion des rapports entre totalité et élément singulier. Eux-mêmes, cet élément singulier, sont en position de se substituer à la totalité. Le succès de leur empirisme engendre pour eux la tentation de croire qu'ils ont effectivement atteint les objectifs de leur idéalisme » (A.D., 64).

Cette position de puissance les oblige à penser la totalité du monde, et donc à prendre en considération le temps et l'histoire :

« L'Europe d'un côté et l'Asie de l'autre sont les pôles vivants de référence respectifs du passé et du futur. Athènes et Rome leur offrent deux modèles de destin d'un peuple. Ils s'y réfèrent volontiers, de façon ambiguë d'ailleurs. L'Asie, ce sont les risques, les menaces à l'horizon. Ainsi passé et futur sont comme localisés géographiquement à l'est et à l'ouest du pays ; le temps historique reste somme toute à l'étranger. » (A.D., 65). Au contraire, l'État communiste a été conçu comme le premier instrument d'une tâche mondiale, à accomplir par une action située au cœur même de l'histoire. L'idéal marxiste était le régulateur d'une action dans le temps.

Inversement, pour les Américains, « le seul temps réel est celui des développements techniques, économiques et militaires. Y étant les premiers, ils se sentent en position de maîtriser le temps, de décider de l'orientation de l'histoire. Précision capitale : répugnant à voir les contradictions dans l'expérience, ils ne pensent pas d'abord leurs rapports au monde comme des rapports de rivalité, mais comme une relation identiquement de droit et de devoir pour en résoudre les problèmes matériels posés sous leur forme limite : le chiffre que la population mondiale ne doit pas dépasser, pour que les problèmes liés à sa survie soient susceptibles d'une solution technique, établit symboliquement un axe d'ordonnée pour l'histoire, en fonction duquel nous avons réellement à organiser dès maintenant son abscisse. Cette tâche de redressement de l'histoire, comme s'il s'agissait de relever l'humanité de sa propre histoire, correspond bien à une priorité donnée aux problèmes de totalité sur les problèmes singuliers, nationaux par exemple. Elle correspond aussi à la vocation profonde des États-Unis qui, en l'exerçant, incarnent, par-delà deux siècles d'isolement, le rêve dans lequel ils sont nés. Mais l'ambivalence militaire et civile, des projets spatiaux par exemple, indique avec quelle facilité ou quelle nécessité ces vrais problèmes de totalité d'ordre technique se confondent avec la fausse totalité, d'ordre politique, qui résulte de l'inversion de rapport d'un seul pays au monde. [...] Le projet de maîtrise de l'histoire n'est d'ailleurs que le point où culmine et se fonde sur lui-même le projet de maîtrise de la nature ». (A.D., 65-66)

Mais s'il est vrai que le grand problème de l'avenir concerne le lien organique entre l'humanité et le monde, les Américains ont à cet égard une vision contraire à celle des Européens : « Les États-Unis n'ignorent pas qu'en

théorie ou idéalement le vrai problème serait d'ordonner le monde à l'homme, mais ils croient que nous n'avons pas le choix, que le seul problème réel que nous avons sur nous dès maintenant est d'adapter l'homme au monde, et que s'il existe une possibilité d'ordonner un jour le monde à l'homme, elle passe nécessairement par la nécessité d'ordonner l'homme au monde ; c'est pourquoi ils ressentent tous les conflits entre hommes, entre nations ou entre idéologies, comme autant d'obstacles absurdes qui ne font qu'ajouter au seul drame fondamental, celui de la maîtrise de la nature par l'homme, maîtrise qui se confond aujourd'hui avec celle de l'histoire du fait que tous les problèmes humains de poids sont des problèmes limites naturels (démographie, alimentation, énergie).

«Ils suivent en cela un trajet exactement inverse de celui du marxisme¹ qui est parti du problème de l'aliénation de l'homme par la nature et a conclu à la possibilité de sa résolution par la résolution préalable du problème de l'aliénation de l'homme par l'homme.» (A.D., 71). Les États-Unis pensent que le seul problème est celui de l'aliénation de l'homme par la nature, mais ils croient que ce n'est qu'un problème technique et que tout conflit entre hommes ne fait que retarder la solution.

Technique et idéologie

Ce primat donné à la technique tient au fait que «les Américains ont intériorisé leur rejet de l'Europe» (A.D., 68). Il veulent «partir de rien», ce qui n'est pas simple : leur volonté, conjuguée avec le puritanisme, a abouti à une mise entre parenthèse de toute considération sur la nature humaine, et à se charger d'une puissance explosive d'angoisse, d'inquiétude, d'impatience, utilisée pour aller de l'avant. Il en résulte une «immobilité dynamique», évidemment contradictoire, qui est illustrée par «la coexistence au milieu du XX^e siècle d'une mentalité politique rurale et de l'esprit d'invention technique le plus avancé.» (A.D., 69).

«C'est la technique précisément, sous toutes ses formes – tous les arts de l'invention, de la détection, de la manipulation, de l'organisation – qui fait le mouvement des États-Unis, le mouvement d'un monde où l'homme américain lui-même n'est jamais remis en question, non parce qu'il se considère comme un dieu – il serait plutôt, seul dans sa relation à la vie, fataliste ou blasé – mais parce que plus ses inventions techniques lui permettent de s'affirmer dans le monde, devant les autres, comme premier, plus elles lui permettent en même temps de se divertir dans l'ennui et de se détourner d'une inquiétude qui ne fait que croître au fur et à mesure qu'on s'en détourne.» (A.D., 69).

Quel que soit le problème, l'Américain veut le résoudre en technicien : sans a priori, en se soumettant aux faits d'expérience, sans distinguer théorie

■ 1. Cependant, André Dorémus indique que les Américains restent curieusement proches du jeune Marx : «(...) les États-Unis ont la force de leur faiblesse, à mesure qu'ils sont capables de hausser leur méconnaissance de la nature humaine jusqu'à l'identifier à la reconnaissance de la nature tout court. Marx parlait, avant de mettre l'accent sur la seule aliénation de l'homme par l'homme, de naturaliser l'homme pour humaniser la nature. On peut se demander si ce n'est pas somme toute ce prémarxisme venu tout droit du XVIII^e siècle que les Américains ont entrepris de conduire jusqu'à son terme.» (A.D., 72-73).

et pratique. Persuadé que tout problème a sa solution, il n'attaque pas de problème avant d'être certain de le résoudre. D'où le développement accéléré dans toutes les techniques physiques (relatives à l'espace, à la matière, à l'énergie) et l'immobilisme dans tout les domaines où l'action concerne l'homme – en particulier la politique.

«(...) l'Américain ne conçoit somme toute d'action que coupée de la création. Ce qui donne d'excellents résultats dans tous les domaines où l'on a effectivement intérêt à partir de zéro, où l'on peut jeter un regard entièrement neuf et libre sur l'expérience, où la réalisation technique peut réellement tenir lieu de création, mais plonge dans d'insolubles difficultés dès que les problèmes à résoudre sont plutôt des situations prédonnées à prendre en charge, à comprendre littéralement pour les faire avancer.» (A.D., 69-70).

Ce qui fait défaut à l'homme américain, «c'est précisément le sens de la création qui nous inclut et à laquelle nous participons, la conscience des dimensions de la genèse à laquelle participe l'œuvre humaine. Ce n'est pas leur puissance technologique comme telle qui rend parfois les États-Unis en apparence sataniques, mais l'inconscience des implications de ce qu'ils entreprennent, la cécité aux conditions et aux fins de leur entreprise. Ils n'ont pas encore réellement abordé le problème de la relation de la technique à l'homme ; ils ont seulement présumé l'homme, c'est-à-dire l'ont mis entre parenthèses, et vu sa seule relation à la nature, et ordonné la relation aux autres hommes à leur propre relation à la nature.» (A.D., 70-71).

Cherchant à discerner ce qui constitue, pour l'essentiel, l'identité des États-Unis, nos deux auteurs ne perdent pas de vue la période historique singulière dans laquelle ils vivent et qui est évidemment marquée profondément par la confrontation entre l'Est et l'Ouest.

Tandis qu'André Dorémus observe que «C'est la Révolution russe qui confère sa dimension mondiale au rêve national américain» (A.D. 55), Pierre Nora souligne pour sa part que la rivalité avec la Russie oblige les États-Unis à se redéfinir non seulement par rapport à l'Europe mais aussi par rapport au reste du monde.

«Ce n'est cependant pas la moindre des ironies de son destin que la concurrence avec l'idéologie régnante sur le monde communiste non européen ait entraîné l'Amérique à cette contestation profonde de la valeur universel de l'expérience européenne de l'histoire. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, les États-Unis avaient vécu avec la certitude que, par rapport à l'Europe des idéologies contradictoires et meurtrières, ils offraient au monde l'évangile de la paix, de la raison, de la conciliation. La rivalité leur a révélé soudain que le roi était nu : l'Amérique était comme l'Europe le lieu des conflits, elle n'avait rien à proposer au reste de l'univers ;

l'américanisme, s'il n'était que cet interminable naturalisation de l'Europe, n'était pas un produit d'exportation. Du même mouvement, historiens et intellectuels ont alors découvert le totalitarisme spontané de la tradition nationale ; au-delà du rationalisme marxiste, au-delà de l'Europe des révolutions, au-delà même de l'Europe bourgeoise, c'est l'Europe des Lumières dont ils récusent aujourd'hui l'héritage ; les uns avec le sentiment de toucher au port, les autres avec l'effroi des grands appareillages. C'est ce renversement sans précédent qu'exprime, dans son cas avec anxiété, la phrase profonde de Richard Hofstadter : "ça a été notre destin, en tant que nation, de n'avoir pas d'idéologie, mais d'en être une." L'Amérique devenue sa propre idéologie : miracle de l'intégration ou promesse de crise ?» (P.N., 73-74).

*

Impérialisme de la sociologie, rejet du Politique, empirisme, culte de la compétition et refus du conflit – et peut-être désir encore obscur d'en finir avec l'Histoire... Manifestement, les milieux dirigeants européens ont intégré des bribes et des morceaux de l'idéologie américaine, sans connaître ses fondements, sans s'apercevoir que l'Amérique est en elle-même une idéologie conçue et vécue dans la volonté de rupture avec la tradition religieuse, le mode de penser philosophique et le souci politique qui constituent l'identité européenne. Pourtant, la contradiction est brutalement soulignée par la fameuse «Pensée Correcte» – hostile à l'universalisme européen – que Pierre Nora et André Dorémus annoncent et expliquent magistralement.

Références :

- Pierre Nora, «Le "Fardeau de l'histoire" aux États-Unis», *Mélanges Pierre Renouvin*, PUF, 1966.

- André Dorémus, «Note sur la cohérence du phénomène américain» (texte rédigé en 1964), *Diogène* n° 65, janvier-mars 1969.

Dévoilant la fragilité de l'Amérique, le caractère superficiel de l'adhésion d'élites européennes incapables de penser par elles-mêmes et la radicalité des oppositions entre les États-Unis et l'Europe, le philosophe et l'historien ici réunis avaient déjà répondu, il y a plus de trente ans, à nombre de questions que se posent aujourd'hui ceux qui tentent d'élucider le phénomène américain.

Bertrand Renouvin

IFCCE

INSTITUT DE FORMATION CIVIQUE ET DE
COOPÉRATION EUROPÉENNE

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Association loi 1901 créée en mai 1998, l'Institut rassemble des expériences, des activités et des projets jusqu'ici séparés. Leur commun dénominateur est le souci d'une citoyenneté vivante. L'initiative est née d'un double constat :

- celui de la méconnaissance qu'ont les Français de leurs institutions et des lois qui les régissent
- celui de leur faible implication dans la réflexion et la décision politique du pays.

Ces carences, qui peuvent mettre en danger la pérennité de la démocratie, pèsent aussi sur nos capacités de *comprendre pour entreprendre*, en France comme dans le monde.

L'IFCCE propose aux citoyens, quel que soit leur âge et leur niveau de formation :

- d'acquérir ou compléter une formation personnelle, théorique et pratique, dans tous les domaines utiles au citoyen, notamment en histoire, droit et économie ;
- de se préparer à l'exercice des responsabilités civiques ;
- d'approfondir leur réflexion quant aux grandes composantes de l'identité européenne et d'en faciliter la prise de conscience sur tout le territoire de l'Europe ;
- de développer les échanges culturels au sens le plus large entre les différents pays européens pour favoriser le développement des institutions démocratiques et contribuer à l'effort de paix ;
- d'impulser et encourager les projets concrets de coopération entre la France et divers pays européens, et entre ces pays eux-mêmes.

Les promoteurs de l'IFCCE rassemblent les relations et l'expérience qu'ils ont acquises, ensemble ou séparément, pour proposer des activités visant à une formation générale solide et de haut niveau.

SECRÉTARIAT : 13 RUE JEAN-BAPTISTE CLÉMENT - 49000 ANGERS
Téléphone : 02 41 48 95 03

PRESIDENT : Luc DE GOUSTINE • 19300 MOUSTIER VENTADOUR • FRANCE
Téléphone/télécopie : 05 55 93 04 84 • luc.de-goustine@accesinternet.com

AU BON LEURRE
Note conjointe
sur
Monsieur Sartre

Être ou ne pas être leurré ?

Telle est, oui, la question, dis-je, qui *ne se pose pas* pour Jean-Paul Sartre : ceux qui préféreraient avoir tort avec Sartre que raison avec Aron se souviennent que nous sommes «tous floués».

L'a-t-on assez commentée, cette phrase, quand passaient les jeunes-filles-zan-fleurs dans le vent léger d'une matinée au Luxembourg devant d'incontournables jeunes hommes z-épris de Savoir autant que d'impatience d'exister dans l'effervescence de leurs daisirs ? Lumière frissonnante. Nuages d'avril. Conscience de l'ineffable. Flamboiements inquiets tandis que d'étranges visages passaient, laissant comme une trace dans l'atmosphère indaïcise.

J'avais vingt ans.

J'en étais.

J'y étais, veuje-dire, comme j'ai toujours été là où il faut être là.

Avec les Maos, récitant le petit livre rouge jusqu'à ce que ma tête résonne comme une casserole vide. Sur le front de l'Écrit, oui, contemplant l'Archipel du Goulag ; sur les fronts de Bosnie ; dans le djebel algérien ; courant l'événement, décomptant les cadavres utiles, servant les causes médiatiquement gratifiantes, puis les délaissant pour d'autres, plus actuelles et plus spectaculaires. Être partout, sans rester nulle part. Dissidents de tous pays, Roumains, Musulmans de Bosnie, antiracistes de France, Albanais du Kosovo, j'ai dû me délester de tous ces faire-valoir devenus fardeaux pour rester dans la course.

J'étais partout, dis-je, mais toujours en léger décalage. Jamais dans le cadre de la caméra, hors portée de micro, ratant le premier avion, et le

dernier qui ramenait à Paris pour l'émission de Pivot, alors que l'Autre, l'homme aux initiales, Béachelle, oui, bien sûr, était filmé plein cadre à *Apostrophes* comme à Sarajevo. Moi, Criton des Alpes, sophiste de mon état, marchand de concepts, indignable sous paiement à trente jours, inflammable par enveloppes de billets, et complètement floué, j'ose dire, en termes de parts de marché.

Au Bon Beurre

Etre ou ne pas être beurré ?

Je ne veux pas dire par là, dis-je, que je suis tenté par les alcools. Je parle du beurre comme métaphore, bien sûr, du beurre métaphorique, et de l'argent du beurre. Penser à Béachelle, dis-je, comme on pense à Dutourd. Jean Dutourd, classé mauvais écrivain, parce que de droite, et qu'on ne lit pas. *On* : nous autres dans les hautes classes médiatiques.

Pourtant, l'effet-Dutourd : *Au Bon Beurre*¹, l'épicier Poissonnard onctueux et gluant, le pétainisme suintant du couple Poissonnard, l'abjection quotidienne décrite par un authentique résistant. Résistance... de droite ? Anti-pétainisme... de droite ? Oui, peut-être. Revoir ses catégories... plus tard. Mais aujourd'hui, penser Béachelle comme épicier. Non pas un boutiquier moyen, bien sûr, mais au contraire un épicier engagé, mondain, charmeur, directeur-attaché de presse d'une sorte de complexe-mode style Fauchon-Hédiard, avec des succursales à Moscou, Bucarest, Sarajevo, Alger, Pristina... En rayon, des romans, de la Nouvelle philosophie, des confidences, mais aussi Mondrian, Baudelaire, Piero Della Francesca². La gauche caviar sans la gauche, évidemment. Comme clients, des amis : Lagardère, marchand de canons, François Pinault, marchand de bois comme papa. L'univers de la Marchandise : le Livre, la Pensée, l'Humanitaire, la Souffrance marchandisés. Qui a dit, «l'argent, c'est le sang du pauvre ?» Il faut ajouter, l'argent, c'est le sang de l'enfant massacré, du peuple martyrisé.

Je précise : du peuple martyrisé *médiatisable et médiatisé*. Car on se fout des martyrs de Sierra Leone, d'Angola, tout le monde sait cela et le tait. Faudra-t-il bientôt penser que des intellectuels employés par un quelconque marchand de canons (disons la *Mousquetaire company*) publieront des articles compassionnels dans la presse dudit canonnier (*Le Mousquet libéré*, *Pétarade*, *Bomby*) sur les victimes de bombardements humanitaires opérés avec des bombes *Mousquetad* fabriquées par le susdit canonnier ? Boucle bouclée. Double profit : grâce aux maîtres-artilleurs, grâce aux maîtres-plumitifs.

Je m'égare. Je reviens au sujet. Au Sujet.

Sartre-Béhachelle, donc. Pas de quoi en faire un plat. D'ailleurs, «quand nous tartinons, les oeufs sont faits». En termes sartriens : *quand nous*

■1. Jean Dutourd, *Au Bon Beurre*, Gallimard, 1952.

■2. Bibliographie complète dans le dernier ouvrage de Bernard-Henri Lévy, *Le Siècle de Sartre*, Grasset, 2000.

décidons de poser la question du rapport entre Sartre et Béachelle, *les jeux sont faits* en ce sens que c'est (depuis toujours-déjà) Béachelle. Pas l'œuvre de Jean-Paul, mais la vie de Sartre, la vie rêvée du bourgeois-Sartre rêvant qu'il est le révolutionnaire-Sartre. Il faut penser la vie ratée de l'un à l'ombre de la vie ratée de l'autre. Leur double jeu. Leur double comédie. Leur commune manière de prendre la pose martiale après la guerre, de multiplier les appels aux armes sans faire la guerre.

Tout est dit, dis-je, dans un petit livre qui s'appelle *Comédie*, publié avant le *Sartre*. Il y a, donc, ces quatre lignes : «Syndrome Sartre. Même réflexe, toutes proportions gardées, que celui de l'auteur des *Monches* qui en rajoute, après la guerre, dans l'exacte mesure où il a le sentiment de n'en avoir pas fait assez pendant»³. Comme Sartre après l'insurrection de 1944, Béachelle en rajoute après les événements de 1968 auxquels il n'a pas participé.

Nous voici, j'ose dire, dans le vif du sujet : la question biographique, ou plutôt, la seule question : biographique, non pas philosophique ; concrète, non pas théorique, qui mérite d'être posée. Sartre et Vichy. Et encore, Sartre et *Comoedia*, Sartre et la *Parizer Zeitung*. Mais aussi, Sartre et le *Theater-Kulturgruppe* – donc Sartre et la *Propaganda-Staffel* – le service de propagande nazie en France occupée.

Contre-note sur la question de Vichy : un Sartre indifférent

Pourquoi cette note, plutôt que la confrontation philosophante à l'œuvre philosophique de Jean-Paul Sartre ? La réponse est simplissime : toute l'œuvre de Sartre ne vaut pas une page de Péguy – Péguy basement insulté, odieusement pétainisé, bêtement idéologisé par Béachelle qui ne l'a pas lu.

Sartre-Vichy, donc. Il s'en moque comme de Juin 1940. Sartre, nul ne le conteste, n'est ni un militant antifasciste, ni un intellectuel du Front populaire, ni un soldat héroïque, ni un évadé. Il se promène avec Simone en 1936, c'est un mobilisé j'menfoutiste pendant la drôle de guerre, puis un rapatrié sanitaire. Nizan est mort à Dunkerque. Aron est à Londres. Bernanos au Brésil. Cavaillès va mourir. Sartre mène avec Simone sa petite vie. Les étudiants et les étudiantes manifestent le 11 novembre 1940. Les Juifs sont raflés en 1942. Manouchian et ses camarades FTP-MOI, tragiquement seuls, se couvrent de gloire en 1943. Gaullistes et communistes préparent l'insurrection de 1944. Jean-Paul et Simone continuent de mener leur petite vie.

Sartre résistant ? Ses biographes sérieux, Francis Jeanson et Annie Cohen-Solal⁴, ont fait le récit de l'esquisse d'une velléité, et présentent une défense excusable de la part d'auteurs qui aiment Sartre et tentent de masquer

■ 3. Bernard-Henry Lévy, *Comédie*, Grasset, 1997, p. 28

■ 4. Francis Jeanson, *Sartre dans sa vie*, Le Seuil, 1974 ; Annie Cohen-Solal, *Sartre, 1905-1980*, Gallimard, 1985.

par quelques pieux silences le caractère dérisoire du personnage. Mais la glorification de Sartre par Béachelle provoque précisément une nausée.

Ce qui écœure *relativement*, c'est la belle vie de deux intellectuels ambitieux dans le Paris occupé. Le couple Sartre-Beauvoir est à la philosophie ce que les époux Poissonnard sont à la crèmerie : des épiciers qui vendent leur *bon beurre* – théâtral, philosophique littéraire – qui festoient la nuit, qui se plaignent des embarras matériels provoqués par la défaite et l'Occupation. Jean-Paul et Simone, petits bourgeois frileux, comme tant d'autres.

Ce qui écœure *absolument*, dis-je, ce sont les procédés de Béachelle.

Premier procédé : la disqualification. Les quelques mots, donc, qui disqualifient, au prix de mensonges par omission, le jugement de Jankélévitch sur les deux planqués – Sartre et Merleau-Ponty – et l'évasion du vrai résistant que fut François Mitterrand.

Deuxième procédé : le tri. Le tri, dans la presse collabo, des articles hostiles aux *Mouches* – pour des motifs esthétiques et non pour des raisons politiques ce qu'on oublie toujours de souligner. Le tri qui efface les articles favorables écrits sur *Les Mouches* par les plumes de la Collaboration littéraire, dans *Comoedia*, dans *La Gerbe*, dans *Paris-Midi*. Le tri qui efface les commentaires élogieux adressés à l'auteur de *Huis Clos* par le collaborateur Claude Jamet dans *Germinal*, par Lenormand dans *Comoedia* – revue collaborationniste et résolument favorable à Jean-Paul Sartre. Plus grave encore, la note tout à fait neutre qui fut consacrée à *Huis Clos* par les services de la *Propaganda Abteilung Frankreich Gruppe Kultur*⁵.

Et surtout, le fait que des pièces de théâtre à tonalité patriotique ne pouvaient pas être jouées dans le Paris occupé, que même les pièces pour enfants devaient avoir l'agrément des autorités nazies, et que des officiers SS assistaient aux pièces de Sartre et aux réceptions qui suivaient. Contrairement à ce que dit Béachelle, ces agapes, ces sourires et ces poignées de mains échangés entre Sartre et les Sonderführer Baumann, Lucht et Rademacher eurent des témoins : Sartre, sablant le champagne avec des officiers SS, telle est la scène qu'il faut évoquer à cause d'une apologie tellement outrée qu'elle incite à y regarder de plus près. La célébration de Sartre par BHL : un autre ratage, puisque le bonhomme Sartre est devenu odieux à beaucoup de ceux qui avaient de la sympathie pour lui.

Troisième procédé : la récupération. Il suffit que Jean Cavaillès ait souhaité que Sartre soutienne sa thèse pour que le souhait soit considéré comme un certificat de résistance. Il suffit que Sartre ait rencontré Pierre Kaan, son camarade normalien, devenu membre important de la Résistance, pour que l'auteur de *L'Être et le Néant* soit transformé par Béachelle en «militaire», en «artificier», qui aurait pris «le parti d'Oreste et de l'action

■5. Cf. Gilbert Joseph, *Une si douce Occupation... Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre, 1940-1944*, Albin Michel, 1991. p. 340. Toutes les citations de l'auteur font l'objet de références précises aux archives de l'époque. Les cotes sont indiquées. L'ouvrage est classé *politiquement incorrect*.

directe» - mais sans agir ! Il suffit d'énumérer les camarades d'études (Georges Politzer, André Déleage, Jacques Monod) que Sartre n'a pas même revus pendant la guerre, pour que Sartre prennent place parmi ces combattants, et figure parmi les survivants. La récupération est tellement grossière, tellement scandaleuse, qu'elle se retourne contre le manipulateur : les combattants de l'ombre fusillés ou morts en déportation, les jeunes soldats tués sur les fronts d'Italie et d'Alsace, font ressortir la «situation» ignoble du couple sartrien – lui théâtres, elle radioteuse, fêtant leurs succès avec les Collaborateurs et les officiers nazis. Sartre-Beauvoir, le couple des indifférents aux mains sales.

Sartre libérateur, pourtant. Comme Poissonnard. Sartre journaliste pour *Combat*, mais évitant soigneusement les quartiers de Paris où l'on se bat. Sartre, qui aurait pu être inquiet comme tant d'autres littérateurs trop complaisants, mais qui siège dans les comités chargés de l'épuration du théâtre, des écrivains, des éditeurs ! Sartre, qui devient une caution morale de la Résistance, mais qui ne figure dans aucune histoire de la Résistance, qui n'existe pas dans les archives de la Résistance. Néant.

Sartre, encore. Sartre révolutionnaire, moraliste, intellectuel engagé – mais étranger à la révolution, mais néantiste obscène, mais théoricien indifférent à ce qui n'est pas son oeuvre.

Sartre, enfin, écrivant qu'on n'avait jamais été aussi libre que sous l'Occupation, comme BHL, qui n'aura jamais été aussi arrogant que sous l'ultralibéralisme.

Il faut, dis-je, imaginer Béachelle heureux, assis sur son rocher en haut de la Montagne Sainte Geneviève et regardant son tonneau (pas celui des Danaïdes, bien sûr), regardant donc son tonneau, donc, se remplir d'espèces sonnantes, d'invitations gratifiantes, de fonds de pension, d'actions Lagardère, de rentes Pinault, d'articles élogieux, de tirages admirables, de rééditions flatteuses, de photos magnifiques – en chemise blanche, puis en pull noir. Laideur de Sartre. Beauté de Béachelle.

Béachelle, enfin, dépassant Sartre : l'Intellectuel sans l'œuvre. Incontestable succès. Incontournable ratage.

Criton des Alpes



Revue de la Nouvelle Citoyenneté

SOMMAIRE du numéro 33

■ Editorial	3
-------------------	---

DOSSIER « Amerika »

■ Nés pour courir par François Verrazzane	5
■ Coalitions interchangeables ou rouages démocratiques ? Les partis politiques américains à la fin du XX ^e siècle par Christian Pihet.....	11
■ Seattle : la mondialisation contestée par Xavier Denis-Judicis	27
■ La politique étrangère américaine par Yves Lamarck	33
■ Les Pères fondateurs et les constantes de l'idéologie américaine par Michel Bugnon-Mordant.....	45
■ Deux regards français sur les États-Unis par Bertrand Renouvin	55

MAGAZINE

■ Au Bon Leurre - Note conjointe sur Monsieur Sartre par Criton des Alpes	67
--	----